

1995-2025

LES ETUDIANTS DANS LE MOUVEMENT DE NOVEMBRE-DECEMBRE 1995

Documents et études

APPELS

Appel des étudiants de Rouen	
Premier appel de Toulouse (13 novembre)	
Second appel de Toulouse (18 et 19 novembre).....	
Appel de la coordination nationale (Panthéon 21 novembre 1995).....	
Appel de la coordination nationale (Censier 1. 1 ^{er} décembre 1995).....	
Appel de la coordination nationale (Censier 2. 6 décembre 1995)	
Appel de la coordination nationale (Tours. 13 décembre 1995)	
Appel de la coordination nationale (Tract) (Bordeaux. 21 décembre 1995).....	
Appel de la coordination nationale (Fax) (Bordeaux. 20 décembre 1995).....	

MEMOIRES (EXTRAITS)

Porte, Emmanuel, *Mouvements étudiants : construction, enjeux et modes de transmission des références collectives. Retour croisé sur les mobilisations de 1986 et de 1995*, mémoire de master 2 en science politique, Sophie Bérout (dir.), Université Lyon 2, 2006.

Vila, Romain, *Les relations entre L(es)'UNEF et la CGT : méfiance, polarisation, convergence (mai 68-avril 2006)*. Mémoire de master Sciences des sociétés et de leur environnement, mention science politique, spécialité sociologie politique (2^{ème} année). Sophie Beroud (dir.), IEP Lyon 2, 2008.

Levy, Jean-Daniel, *Les coordinations, émergence et développement. Etude à partir des mobilisations de la jeunesse scolarisée* DEA de sociologie politique (Dir. Isabelle Sommier) Université PARIS I 1997.

NOTES D'EPOQUE

Morder Robi

REFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT 21/11/95 - NOTE AU 4 DECEMBRE 1995

APPEL DES ETUDIANTS DE ROUEN

APPEL DES ETUDIANTS DE ROUEN

Les conditions de rentrée sont catastrophiques dans de nombreuses Universités. A Rouen, c'est un budget de misère amputé cette année de 12 millions de francs. Les conséquences sont une aggravation supplémentaire des conditions d'études et l'instauration d'une sélection par le découragement.

Face au gouvernement qui ne voulait donner d'argent et concevait la pénurie budgétaire comme un projet global pour toutes les Universités (rencontre avec Mr Forestier), les étudiants de Rouen, en lutte, ont décidé l'occupation du rectorat, pour obtenir leur dû. La seule réponse à nos revendications a été la répression policière. Cela a débouché jeudi 26 octobre sur une manifestation de 7000 étudiants. Cela ne paraît pas suffisant pour obtenir satisfaction .

Nous sommes convaincu que seule une mobilisation nationale peut nous permettre de gagner.

PREMIER APPEL DE TOULOUSE (13 NOVEMBRE)

APPEL À LA MOBILISATION NATIONALE!

En annonçant un budget qui ne permettra même pas d'accueillir les nouveaux étudiant-e-s, le gouvernement a décidé d'asphyxier les universités publiques.

Face à la mobilisation des étudiants, Bayrou annonce une nouvelle provocation : un pseudo plan d'urgence sans moyens qui nivellera par le bas les universités.

Aujourd'hui ce sont toutes les universités qui manquent de moyens. C'est pour le droit de toutes et de tous à étudier que nous devons nous mobiliser..

C'est pourquoi nous appelons toutes les universités publiques, les lycées et les IUT à rentrer en grève générale illimitée pour une journée d'ampleur nationale le mardi 21 novembre 1995.

Nous appelons à manifester pour la sécurité sociale en soutien avec les salariés, le mardi 14 novembre.

Nous appelons à une journée d'action sur Toulouse le jeudi 16 novembre.

Nous appelons enfin à une coordination des facs en lutte, les 18 et 19 novembre à l'université de Toulouse Rangueil.

Assemblée générale du lundi 13 novembre.

du MIRAIL.
(Toulouse)

SECOND APPEL DE TOULOUSE (18 ET 19 NOVEMBRE)

APPEL DE LA REUNION INTER-FACS DE TOULOUSE DES 18 & 19 NOVEMBRE 1995

Au cours de la rencontre inter-facs des 18 & 19 novembre à la fac de Toulouse-Le Mirail, avec les délégué(e)s de Toulouse-Le Mirail, Toulouse-Paul Sabatier, de l'IUT de Toulouse, de l'école d'architecture de Toulouse, des lycées de Toulouse, de Paris VIII, de Nice, de Perpignan, nous avons constaté que le développement du mouvement étudiant le porte à prendre une dimension nationale. La réunion et la confrontation de ces délégué(e)s ont débouché sur un certain nombre de propositions et de pistes de réflexion :

- **Un plan d'urgence global** (non un soupoudrage fac par fac et IUT par IUT) et pour cela, nous revendiquons **au minimum 2 milliards de francs de crédits d'urgence tout de suite** (cf. chiffre de la Conférence des présidents d'université).
- Création de 6000 postes minimum d'enseignants-chercheurs et de postes d'IATOS en nombre suffisant.
- **Titularisation de tous les emplois précaires dans l'enseignement.**
- **Loi de programmation budgétaire pour 1995-2000**, marquant une véritable volonté du gouvernement pour un réengagement financier dans le système public d'éducation, **et augmentation du budget des écoles d'architecture.**
- Création d'une direction autonome et unique de l'architecture, du projet urbain et du logement.
- **Ouverture d'un débat sur le statut de l'étudiant**, sa place et son avenir à l'université et dans la société.
- **Abrogation des lois racistes et discriminatoires entre étudiants étrangers et français.**

Sur ces bases, nous proposons :

- **la grève illimitée des facs, des lycées des IUT et des grandes écoles** (enseignants, personnels, étudiants et lycéens).
- **une journée d'ampleur nationale** avec des manifestations partout en France **le mardi 21 novembre.**
- **la création d'une véritable coordination des facs en lutte le 21 novembre au soir à Paris**, sur la base de 3 à 5 délégué(e)s mandaté(e)s par fac en lutte.

Aujourd'hui, la plupart d'entre nous, qui sortons des universités, des IUT et des Grandes Ecoles, connaissons le chômage et la précarité. Les problèmes d'aide sociale et d'emploi que rencontrent les étudiants touchent en fait l'ensemble de la population. C'est pourquoi nous proposons que le plus possible nous discussions et posions le problème dans nos AG à propos des modalités de participation à la journée de lutte des salariés le vendredi 24 novembre pour la défense de la sécurité sociale.

Enfin nous proposons la préparation d'une journée de manifestation nationale à Paris dans la semaine du 27 novembre au 2 décembre.

Toulouse, le 19 novembre 1995.

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE

(PANTHEON 21 NOVEMBRE 1995)

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE

Réunie le 21/11/95 à Paris

Nous, délégué(e)s des assemblées générales des universités en grève après la manifestation rassemblant plusieurs milliers d'étudiant(e)s dans toute la France), avons constaté que l'ensemble des problèmes rencontrés par les étudiant(e)s relèvent de choix politiques repris par les gouvernements successifs : **le désengagement croissant de l'Etat dans le service public en général et l'Enseignement en particulier.**

Aujourd'hui, la plupart d'entre nous qui sortons des Universités connaîtront chômage et précarité. Les problèmes d'aide sociale et d'emploi rencontrent les étudiant(e)s touchent en fait l'ensemble de la population.

C'est pourquoi nous décidons :

- **de poursuivre la mobilisation**
- **de manifester le 30 novembre à Paris**
- **d'étendre le mouvement pour aboutir à la grève générale**
- **de participer à la grève et manifestation du 24 novembre.**

Nous invitons les lycéens, les enseignants et le personnel administratif de l'Education Nationale à s'associer à notre lutte.

Nous réitérons au gouvernement nos exigences indissociables :

- **des crédits d'urgence pour les Universités à hauteur de 2 milliards de francs et 15 millions pour les écoles d'architecture.**

- **une loi de programmation budgétaire avec augmentation des crédits permettant de répondre réellement aux besoins des Universités et à long terme.**

Les étudiant(e)s mobilisés demandent la mise en place d'une mission de contrôle de déblocage des crédits d'urgence.

- **L'égalité entre les étudiant(e)s français et les étudiante)s étrangers par l'abrogation des circulaires Sauvet-Marchand-Bardet, décrets et lois de loi instaurant le contrôle de la préfecture sur le " sérieux " des études des étrangers.**

- **La carte des étudiant(e)s doit entraîner automatiquement la délivrance de la carte de séjour.**

Nous exigeons : - **abandon des statuts dérogatoires régissant les universités nouvelles et que ces Universités réintègrent le cadre de la loi d'orientation de 1984.**

- **La titularisation de tous travailleurs précaires (ESS, Enseignants et salariés du CROUS).**

Le ministère doit entendre les étudiant(e)s, la balle est dans son camp.

Nous réaffirmons que tout projet de sélection constituerait une véritable discrimination.

Les étudiant(e)s doivent établir par tous les moyens dans chaque université la liste de leurs revendications.

Une prochaine coordination se tiendra le 30 novembre après la manifestation à Jussieu sur la base de 5 délégués par universités en grève.

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE

(CENSIER 1. 1^{ER} DECEMBRE 1995)

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE DU 1^{ER} DÉCEMBRE 1995

La journée de mobilisation du 30 novembre a été un succès. Des dizaines de milliers de jeunes, étudiants mais aussi lycéens, ont manifesté en France.

Le ministre de l'éducation, Monsieur Bayrou, qui avait misé sur l'essoufflement, doit maintenant répondre à nos revendications.

La coordination nationale étudiante affirme que l'accumulation des carences du système de l'enseignement supérieur contesté par les étudiants et cause de leur mouvement a pour raisons : le désengagement financier de l'Etat dans le service public, en particulier dans l'enseignement supérieur et la recherche, et la montée d'un malaise social significatif.

La coordination attachée à un service public d'enseignement, ouvert à tous sans discrimination exige l'inversion de cette logique ; l'Université doit rester ouverte à tous les bacheliers dans la filière de leur choix.

Nous voulons :

- Une loi de programmation budgétaire que nous chiffrons à 50 Milliards sur 5 ans incluant la création de 25 000 postes d'enseignants-chercheurs et 20 000 postes d'IATOS. Le plan "Université 2 000" n'est pas une base de répartition pas plus que les normes San Remo. Elles doivent être remplacées par un système de dotation proportionnelle aux besoins réels des Universités. Nous exigeons la mise en place d'une commission de contrôle (ayant la qualité d'ESTER en justice) sur la répartition de ces fonds avec une réelle représentation étudiante.

- Des crédits d'urgence de 4 Milliards pour les Universités et de 15 Millions pour les écoles d'Architecture, et la création de 6 000 postes d'enseignants-chercheurs et de 2 000 postes d'IATOS.

- L'arrêt des discriminations à l'égard des étudiants étrangers (abrogation des circulaires SAUVÉ-MARCHANT-BARDET, décrets et articles de loi instaurant le contrôle : préfecture sur le sérieux des études des étrangers, et des lois PASQUA).

- La réquisition des Universités privées et leur réintégration dans le service public.

- L'abandon des statuts dérogatoires des Universités nouvelles.

- Un véritable statut social de l'étudiant qui permette l'indépendance financière des étudiants et respecte une logique de justice sociale.

- Une aide sociale étudiante à la hauteur des besoins (abrogation des décrets VEIL, construction de cités U, maintien de l'année Jocker...)

- Les questions du chômage et de la précarité étant au coeur des préoccupations des étudiants et en solidarité avec les travailleurs des Universités, nous exigeons la titularisation des personnels précaires.

- Nous demandons l'Amnistie immédiate des personnes inculpées et condamnées suite aux dernières manifestations.

Ces revendications sont indissociables. Les propositions de la CPU ne forment pas une base de discussion. Pour l'heure, la mobilisation doit se poursuivre.

Nous appelons à la grève et à une montée nationale à Paris le Mardi 5 décembre 1995. Nous y appelons tous les étudiants mais également tous les lycéens qui nous ont rejoint nombreux dans les dernières mobilisations.

Le mouvement des étudiants, de toute la jeunesse s'inscrit dans le mouvement général des salariés contre la casse des services publics.

Notre combat est commun et nous appelons à une grève générale unifiant ces secteurs.

Nous exigeons le retrait du plan JUPPE sur la Sécurité Sociale. C'est pourquoi nous nous associons à la manifestation du 17 décembre 1995.

Tous Ensemble nous ferons reculer le gouvernement.

Appel de la coordination nationale du 6 décembre

Après avoir rencontré M. Bayrou et écouté ses propositions, la Coordination nationale constate :

- Que le ministre a reculé sur quelques points, donnant ainsi raison aux étudiants qui depuis plusieurs semaines contestent sa politique.
- Que l'essentiel de nos revendications n'est pourtant pas satisfait.
- Que Monsieur Bayrou espérait calmer les étudiants avec quelques vagues promesses. Or, il n'en est rien et nous sommes persuadés que nous pouvons l'emporter sur l'ensemble de nos revendications.

Nous n'avons jamais été aussi forts, d'autant plus qu'actuellement se développe dans le monde du travail un mouvement de grève qui se généralise. Les salariés du public, et peut-être bientôt ceux du privé entrent en grève contre le plan Juppé et contre la volonté du gouvernement de casser le service public.

En effet, la politique du gouvernement est de rentabiliser les différents secteurs du service public :

- l'Éducation Nationale, par la régionalisation et la privatisation des enseignements et des diplômes,
- la Sécurité Sociale par le plan Juppé,
- la SNCF par la fermeture des lignes non rentables.

Le service public n'a pas pour but d'être rentable, que ce soit à la SNCF ou à la Fac.

Considérant tout cela :

Nous réaffirmons toutes nos revendications, qui sont :

- Une loi de programmation budgétaire que nous chiffrons à 50 milliards sur 5 ans incluant la création de 25 000 postes d'enseignants-chercheurs et 20 000 postes d'IATOS. Le plan "Université 2000" n'est pas basé sur la répartition, pas plus que les normes San Remo ; ils doivent être remplacés par un système de dotation proportionnel aux besoins réels des universités. Nous exigeons la mise en place d'une commission de contrôle (ayant la qualité d'ester en justice) sur la répartition de ces fonds avec une réelle représentation étudiante.
- Des crédits d'urgence de 4 milliards pour les universités et 15 millions pour les écoles d'architecture, et la création de 6 000 postes d'enseignants-chercheurs et de 2 000 postes d'IATOS.
- L'arrêt des discriminations à l'égard des étudiants étrangers (abrogation des circulaires Auvé-Marchants-Bardet, décrets et articles de loi instaurant le contrôle de la Préfecture sur le sérieux des études des étrangers, et des lois Pasqua).
- La réquisition des universités privées et leur réintégration dans le service public.
- L'abandon des statuts dérogatoires des universités nouvelles.
- Un véritable statut social de l'étudiant qui permette l'indépendance financière des étudiants et respecte une logique de justice sociale.
- Une aide sociale étudiante à la hauteur des besoins (abrogation des décrets Veil, construction de résidences-U, maintien des Bourses pour tout redoublement).
- Les questions du chômage et de la précarité étant au cœur des préoccupations des étudiants et en solidarité avec les travailleurs des universités, nous exigeons la titularisation des personnels précaires.
- Nous demandons l'amnistie immédiate des personnes inculpées et condamnées suite aux dernières manifestations.

• Nous appelons à l'élargissement du mouvement à l'ensemble des étudiants mais aussi des lycéens qui sont plus que concernés par cette lutte.

• Nous appelons à ce que lycéens, étudiants, salariés et exclus travaillent à unifier leur lutte, notamment par la participation à toutes les journées de mobilisation unitaire.

• Une journée de mobilisation le 12 décembre Étudiants-Lycéens.

Enfin nous appelons à une nouvelle coordination nationale en province le 13 décembre à Tours, 14 h.

Censier, le 6 décembre 95.

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE

le 13/12

DECLARATION DE TOURS COORDINATION NATIONALE ETUDIANTE

Le mouvement étudiant entre dans une phase de résistance active. De nouvelles universités (Bordeaux, Mulhouse...) ont rejoint la lutte et se sont mises en grève.

Partout en France, les Assemblées Générales des Etudiants ont très mal accueilli les propositions de Bayrou et du gouvernement, ses fausses concessions budgétaires - qui ne touchent que des transferts de crédits - ainsi que son refus de nous répondre sur la situation sociale des étudiants, ou la réquisition des facs privées, ou encore la discrimination des étudiants étrangers.

En dehors des revendications déjà inscrites dans les précédents appels ainsi que dans le Livre Blanc, nous estimons que c'est se moquer des étudiants que de refuser de satisfaire, par exemple, des revendications aussi simples que:

- l'abrogation du décret Veil sur les ALS,
- l'abrogation des circulaires racistes qui empêchent de fait l'accès de l'université aux étrangers,
- la possibilité pour les RMistes de faire des études universitaires....

Tout l'ensemble de nos revendications sont indissociables et la mobilisation ne s'arrêtera tant que les étudiants auront l'impression que l'on se moque de leur avenir et de leurs demandes.

D'une façon générale, nous exigeons un réengagement massif de l'Etat dans les services publics et dans l'Education Nationale, comme les salariés avec qui nous exigeons l'application du Plan Juppé. Les étudiants sont au coeur du mouvement social historique qui secoue la France actuellement. C'est pourquoi nous appelons tous les étudiants à se rendre à la **Manifestation Nationale du 16 décembre**.

Avec le mouvement étudiant, un nouvel espoir est né: celui de ne plus être de simples victimes résignées, celui de pouvoir enfin peser sur la politique de l'Université, de pouvoir enfin choisir son avenir.

Le Mouvement Etudiant, à travers ses A.G. et sa Coordination Nationale, fait la démonstration de sa maturité et de sa démarche démocratique. Il fait aussi la preuve de son caractère rassemblant massivement indépendants et syndiqués de tous horizons.

La Coordination Nationale tient à crier son indignation face à la répression intense exercée par l'Etat et les forces de police, en particulier à Nantes et à Toulouse. Ces incidents sont l'illustration même de la négation de notre existence de citoyen. Elles sont répressives, archaïques, et ne peuvent avoir comme effet que de développer et raffermir notre solidarité et notre détermination.

Nous appelons à une grande journée de mobilisation de l'Enseignement le 19 décembre. Tous ensemble, étudiants, lycéens, professeurs, personnels de l'Education Nationale, nous exigeons des réponses claires et précises sur toutes nos revendications qui nous permettent notre choix d'une conception citoyenne de l'Education, pour une formation et une transmission de l'esprit critique comme part entière de notre patrimoine culturel. La Coordination Nationale, chaque jour plus vaillante, se retrouvera le 20 décembre, à la manifestation des étudiants des universités de Bordeaux.

Nous gagnerons dans l'union et l'action!

COORDINATION NATIONALE ETUDIANTE DU 21 DECEMBRE 1995

Plate-forme des revendications étudiantes

Nous demandons au gouvernement :

➤ Une loi de programmation budgétaire que nous chiffrons à 50 milliards sur 5 ans incluant la création de 25000 postes d'enseignants-chercheurs et 20000 postes d'IATOS. Le plan "Université 2000" n'est pas une base de répartition pas plus que les normes San Remo. Elles doivent être remplacées par un système de dotation proportionnelle aux besoins réels des universités. Nous exigeons la mise en place d'une commission de contrôle (ayant la qualité d'ester en justice) sur la répartition de ces fonds avec une réelle représentation étudiante.

➤ Des crédits d'urgence de 4 milliards pour les universités et de 15 millions pour les écoles d'architecture, et la création de 6000 postes d'enseignants-chercheurs et 2000 postes d'IATOS.

➤ L'arrêt des discriminations à l'égard des étudiants étrangers (abrogation des circulaires SUEVE-MARCHANT-BARDET, décrets et articles de loi instaurant le contrôle de la préfecture sur le sérieux des études des étrangers, et des lois PASQUA).

➤ La réquisition des universités privées et leur réintégration dans le service public.

➤ L'abandon des statuts dérogatoires des universités nouvelles.

➤ Un véritable statut social étudiant qui lui permette l'indépendance financière et respecte une critique de justice sociale.

➤ Une aide sociale étudiante à la hauteur des besoins (abrogation des décrets Veil, construction de cités universitaire, maintien des bourses en cas de redoublement...).

➤ L'exonération des frais de sécurité sociale pour tous les étudiants.

➤ Le déblocage des 215 millions placés en bons du trésor par le CNOUS.

➤ L'élargissement de la gestion des universités et des conseils d'administration du CROUS par la plus grande représentativité étudiante.

➤ La mise en oeuvre de travaux permettant l'accès aux étudiants handicapés à tous les locaux universitaires.

➤ La titularisation des personnels précaires, les questions du chômage et de la précarité étant au coeur des préoccupations des étudiants et en solidarité avec les travailleurs des universités.

➤ L'application du droit de grève pour les lycéens.

➤ L'amnistie immédiate des personnes inculpées et condamnées suite aux dernières manifestations.

Nous réaffirmons notre volonté de ne pas grever d'autres budgets sociaux pour le budget de l'éducation nationale et nous exigeons de l'état qu'il prenne les fonds nécessaires sur les revenus budgétaires, sur le budget de la défense.

Tous ensemble nous ferons reculer le gouvernement.

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE (FAX)

(BORDEAUX. 20 DECEMBRE 1995)

Revendications nationales votées par la coordination nationale

Nouvelles revendications (Bordeaux, 20/12/95):

- Intégration des stages dans les cursus où cela peut se justifier dans le strict respect de la gratuité et de l'égalité de tous devant les études. Arrêt des stages payants.
- Application des accords Etat-RATP sur la carte orange étudiante et élargissement de ces accords à toute la Province (Loi)
- Volonté de ne pas prélever d'autres budgets sociaux pour le budget de l'Éducation Nationale, en les prenant sur la spéculation, le budget de l'armée et les essais nucléaires.
- Imposition des capitaux placés en bourse, arrêt de la capitalisation pour permettre un réinvestissement dans le service public.
- Allouer réellement 1% du budget de l'État à la Culture.
- Recherche :
 - dynamiser les écoles doctorales
 - créer des écoles Normales Supérieures par Académie
 - Nationalisation des conditions de recrutement des Maîtres de Conférence
- Statut des étudiants salariés :
 - exonération des droits ; aménagement des horaires (cours, TD) ; possibilité de changement de statut en cas d'obtention d'un emploi en cours d'année afin de bénéficier des mêmes modalités d'assiduité aux cours, de
 - exonération des frais de Sécurité sociale, des années supplémentaires autorisant le redoublement ; les stages divers (entreprise, étranger) doivent pouvoir être remplacés par d'autres options, de qualité équivalente afin d'obtenir des diplômes reconnus à titre égal.
- refus de la régionalisation de l'Enseignement Supérieur (attachement à un service public misé dans l'enseignement).
- RMI à partir de 18 ans
- Écoles d'architecture : dépendant de l'Éducation Nationale.
- Contre la dévalorisation des diplômes d'IUT (abrogation du décret du 20/04/94)
- Augmentation du volume d'attribution des AIE
- construction de chambres doubles en Cité U, sans discrimination et de crèches. Accès aux crèches municipales pour les enfants d'étudiants.
- Rallonge budgétaire pour le FSU
- Application du droit de grève pour les lycéens
- Exonération des frais de sécurité sociale pour tous les étudiants, sans discrimination d'âge.
- Retrait du plan Vigipirate.
- Dotation du CNOUS aux CROUS pour l'avance des bourses, ceci en accord avec leur obligation légale.
- Déblocage des 215 millions placés en Bons du Trésor par le CNOUS.
- Élargissement de la représentativité des étudiants au sein des Conseils d'administration des Universités et des CROUS.

EMMANUEL PORTE

3- 1995: un mouvement atypique

¹⁰³ Element important car il n'y a pas de « droit de tendance » officiel à l'UNEF-SE.

¹⁰⁴ Entretien avec Eric Schultz le 06/12/2005.

¹⁰⁵ Entretien avec Eric Schultz le 06/12/2005.

a) Un contexte de mobilisation

Pour comprendre le mouvement étudiant de 1995, il nous faut revenir sur le contexte dans lequel celui-ci se développe.

Sur le plan politique, la gauche a connu une large défaite aux élections législatives de 1993¹⁰⁶ qui débouche sur la deuxième cohabitation de l'histoire de la Vème république entre François Mitterrand et le premier ministre Edouard Balladur. Après plusieurs « succès » politiques sur les privatisations ou le code de la nationalité, le premier ministre affronte le milieu éducatif. Tout d'abord, sur la question de la réforme de la loi Falloux¹⁰⁷ pour laquelle il proposait une modification permettant de faire « sauter le verrou » des 10% dans le financement public des établissements privés. Après avoir mobilisé contre lui l'ensemble du corps militant laïc, et même au-delà, Edouard Balladur est obligé d'abandonner ce projet. A peine six mois vont s'écouler avant que le gouvernement ne fasse voter un autre texte qui soulève une levée de bouclier, celui du contrat d'insertion professionnel (CIP), le 24 février 1994. Ce contrat permettait d'embaucher des jeunes¹⁰⁸ en les payant 80% du SMIC. La réaction étudiante est immédiate. Fer de lance de la mobilisation étudiante et lycéenne, les élèves des IUT jouent un rôle majeur. D'ailleurs, assez peu d'étudiant des universités sont mobilisés dans cette épreuve de force. Dans ce mouvement, expression d'une crainte à l'égard des conditions d'insertion professionnelle, les syndicats étudiants ont joué sur plusieurs tableaux. D'une part, ils ont soutenu le mouvement afin de déstabiliser davantage un premier ministre déjà affaibli par le recul sur la loi Falloux, d'autre part cela a été aussi l'occasion pour eux de jouer des partitions internes. Étant donnée la faible représentativité des seuls étudiants des IUT pour « monter » des coordinations « dignes de ce nom »¹⁰⁹, les organisations étudiantes ont travaillé en inter-syndical. Cela s'explique aussi en grande partie par la situation interne des syndicats. Les deux directions, l'UNEF-SE pour contenir l'opposition UNEF et l'UNEF-ID pour déstabiliser l'autre moitié de l'UNEF, sont allées dans le même sens. De leurs côtés, les minoritaires de l'une et l'autre organisation ont tenté de pousser à la mise en place de coordination. Cette mobilisation importante a obtenu le retrait, mais a été également l'outil des courants syndicaux dans leurs luttes internes.

« Comme moi j'avais des problèmes avec une partie de ma majorité qui s'était barrée, je jouais à chaque fois l'externe contre l'interne » « Sur la défense des organisations on se retrouvait ».¹¹⁰

De son côté, David Rousset affirme investir la coordination pour contrer la direction de

¹⁰⁶ Sur les 577 sièges de l'Assemblée, les socialistes en conservaient 67 et le parti communiste 24.

¹⁰⁷ BECKER (Jean Jacques), *op cit*, p674. Loi du 15 mars 1850, elle permettait l'ouverture de nombreuses écoles confessionnelles.

¹⁰⁸ BECKER (Jean Jacques), *op cit*, p678. Le texte concernait les titulaires du baccalauréat, d'un brevet professionnel ou de technicien et tous les jeunes diplômés de niveau bac+2.

¹⁰⁹ Entretien avec Laurent Frajerma le 15/06/2005.(en « off » après l'entretien).

l'UNEF-ID:

« A l'époque, vu qu'on est dans une demie UNEF avec l'objectif de prendre l'UNEF, on se sert de la grève pour taper sur l'UNEF. » « Il y a des tensions très forte dans l'UNEF et c'est pas simplement du verbal dans un BN. »¹¹¹

Laurent Frajerman, enfin, explique chercher, dans une alliance « objective » avec la direction de l'UNEF-ID les moyens de faire du CIP un outil de relégitimation de l'UNEF-SE.

« on avait une bonne répartition des tâches dans un sens avec la majorité Cambadélis tandis que les autres allaient essayer d'avoir un discours plus combatif, plus syndical, plus sur le terrain qui pouvait nous faire une concurrence et donc c'était beaucoup mieux comme des gêneurs de la majorité que comme la nouvelle majorité. Et de toute façon, en tant que direction syndicale c'était logique pour nous qu'on discute avec la direction syndicale et comme ils étaient affaibli, ils ont signé quelque chose de très important, c'était un appel commun des deux bureaux nationaux, des deux présidents où c'était le président de l'UNEF-ID et le président de l'UNEF. Ca c'était important parce qu'il y avait la question du nom, parce qu'ils nous appelaient toujours UNEF-SE et donc ils validaient, ils légitimaient le fait qu'ont été bien l'UNEF. Donc logique de reconquête, de légitimation c'était important. »¹¹²

Au final, ce mouvement a deux implications importantes. Du point de vue politique, Edouard Balladur, et son ministre François Bayrou, connaissent une défaite supplémentaire puisque le CIP est retiré définitivement le 30 mars 1994. Cela va avoir des répercussions sur l'intervention du ministre en 1995 qui, échaudé par ces événements, ne cherchera pas à passer en force et favorisera la concertation¹¹³. Comme l'écrit Edouard Balladur dans un des ses ouvrages sur cette période, « Chacun pensait à Malik Oussekin »¹¹⁴. Du point de vue syndical, la mobilisation contre le CIP est l'enjeu de réinterprétation diverses par les différents courants, chacun cherchant à « tirer la couverture à soi ». Dans l'UNEF-ID, les mois qui suivent la fin du mouvement contre le CIP voient se tenir les débats du congrès dans lequel la majorité de Philippe Campinchi est renversée au profit de l'alliance des minoritaires menée par Pouria Amirshahi.

A la veille du mouvement étudiant de novembre-décembre 1995, la situation est donc nouvelle à bien des égards car les situations politiques, syndicales et sociologiques ont changé à l'université.

D'une part, l'UNEF-ID est sortie, depuis le 74e congrès de 1994, de sa crise interne avec un changement de majorité houleux et le remplacement de Philippe Campinchi par

¹¹⁰ Entretien effectué avec Philippe Campinchi le 03/05/2006

¹¹¹ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

¹¹² Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005.

¹¹³ On peut d'ailleurs penser que cela joue un rôle dans la satisfaction rapide des revendications des étudiants de Rouen.

¹¹⁴ BALLADUR (Edouard), *Deux ans à Matignon*, Paris, Plon, 1995, p 169.

Pouria Amirshahi à la tête de l'organisation. La nouvelle majorité, alliance d'anciens courants minoritaires allant des militants de la gauche socialiste (Julien Dray) à l'extrême gauche (LCR/JCR), cherche à rebondir après cette phase de crise en essayant de dynamiser l'organisation sur des bases revendicatives. Les dirigeants précédents, autour de Philippe Campinchi, décident pour partie de se consacrer au militantisme associatif au travers du réseau Animafac créée en 1994.

D'autre part, la situation politique générale du pays est complexe. François Bayrou aborde la rentrée universitaire dans un paysage contrasté. Comme le remarque Michel Delberghe dans le Monde¹¹⁵, l'arrivée de nouveaux étudiants dans les universités françaises pose des problèmes organisationnels et budgétaires auxquels le nouveau gouvernement doit faire face. En effet, depuis 1985, les effectifs à l'université ont augmenté de 50% portant à près de deux millions, le nombre d'étudiant en France. Dans cette situation, de nombreuses universités connaissent des problèmes d'inscriptions et de locaux. Ils ont d'ailleurs déjà donné lieu à de multiples petits mouvements de contestation au printemps 1995, comme à Nanterre ou à Nice par exemple. « L'égalité des chances » mise en avant par Jacques Chirac pendant toute la campagne présidentielle est bien l'enjeu difficile auquel le ministre François Bayrou est confronté dans la mesure où son budget 1996 est presque inchangé par rapport à la période précédente¹¹⁶. Selon les termes de l'époque, « la massification » de l'enseignement supérieur pose la question des moyens budgétaires et des postes pour espérer tendre vers davantage de « démocratisation ». A ces problèmes récurrents s'ajoute la question de la réforme du « statut de l'étudiant » sur laquelle Alain Juppé s'est engagé. Sur ce point précis, François Bayrou annonce, dès la rentrée universitaire la prise en compte de cette thématique dans les préoccupations et l'agenda politique de fin d'année. Il doit lancer des concertations dès la mi-octobre avec les présidents d'université et les organisations étudiantes pour discuter autour des problèmes budgétaires mais surtout de cette « réforme du statut de l'étudiant ». C'est dans ce contexte général que se déclenche le mouvement étudiant de 1995.

b) Un mouvement atypique

« 1995 » reste dans les mémoires comme la date référence d'un mouvement social d'ampleur contre le plan Juppé qui a mobilisé une grande partie du salariat pendant plusieurs semaines¹¹⁷. Toutefois, on a « oublié » que le mouvement salarié a été précédé de plus d'un mois par un mouvement étudiant. Ce dernier appartient à ce contexte politique et mémoriel d'ensemble en cette fin d'année 95 mais s'en détache également très largement. Un mouvement étudiant puis un mouvement salarié d'ampleur, la

¹¹⁵ DELBERGHE Michel, « L'université effectue sa rentrée dans l'attente de nouvelles réformes », Le Monde, 04 octobre 1995.

¹¹⁶ DELBERGHE Michel, *art cit*, Le Monde, 04 octobre 1995.

¹¹⁷ BEROUD (Sophie) et MOURIAUX (René), *op cit*, 1997. LE GOFF, (Jean-Pierre) et CAILLE (Alain), *op cit*, 1996. LENEVEU (Claude) et VAKALOULIS (Michel), *op cit*, 1998.

comparaison historique avec mai 68 paraissait facile. En réalité, le rapport est distant. En 1995, la convergence des revendications étudiantes et salariés n'a pas du tout été suivi d'effet. Pour essayer de comprendre ce qui fait du mouvement étudiant de 1995, un mouvement atypique nous nous intéresserons donc à son déroulement.

Ce mouvement débute le 09 octobre par la mobilisation des étudiants d'un département de science de Rouen, structuré autour de l'association « Campus Actif », pour réclamer davantage de moyens et le respect par l'Etat des termes de la contractualisation. En refusant de retourner en cours, avec le soutien de leurs enseignants¹¹⁸, les étudiants ne se doutaient pas qu'ils susciteraient un mouvement plus large. On peut noter au passage que le travail effectué sur Rouen est celui d'une association et non d'un syndicat même si rapidement, le message revendicatif des étudiants va être soutenu et porté par l'UNEF-ID. Pouria Amirshahi¹¹⁹, nouveau président de l'UNEF-ID, se rend à l'assemblée générale de Rouen pour apporter son soutien tandis que Carine Seiler, vice présidente de l'UNEF-ID, relaie le message devant le CNESER. A partir du 10 octobre le doyen de la faculté de sciences¹²⁰ suspend les cours et les étudiants rouennais poursuivent la mobilisation pendant près de trois semaines jusqu'à ce que le gouvernement décide d'envoyer un médiateur pour « désamorcer » le mouvement naissant. En effet, d'autres universités (Paris X Nanterre, Toulouse,...) commencent à réunir des assemblées générales et les étudiants grévistes de Rouen décident d'appeler à une grève nationale le 30 octobre. L'envoi du médiateur à Rouen permet d'obtenir des crédits supplémentaires et les étudiants votent la reprise des cours le 02 novembre. Mais la mobilisation est lancée et les universités de Metz, Orléans, Aix-Marseille, Marne la Vallée, Perpignan, Paris I, Paris III, Paris VIII, Paris X ou Montpellier se mettent en grève dans les quinze premiers jours du mois de novembre avec comme objectif d'obtenir satisfaction « comme à Rouen ». Le mouvement, qui au départ se développe sur des situations et des revendications locales très éclatées¹²¹, commence alors à se structurer. En réalité, c'est en grande partie la conséquence de l'investissement croissant des organisations étudiantes syndicales et politiques dans les assemblées générales qui cherchent à donner de la « cohérence » au mouvement. Sur la base d'un appel voté à Toulouse, une première coordination nationale se déroule au Panthéon le 21 novembre 1995 et réclame, entre autre, un réinvestissement de l'Etat de 2 milliards de francs ajouté à une loi de programmation budgétaire. Dès cette première coordination, des tensions apparaissent entre l'UNEF-ID et le reste des organisations syndicales et politiques. Ces tensions dégénèrent même en affrontements physiques, lors de la coordination de

¹¹⁸ Entretien avec Olivier Rey. Il évoque même la possibilité que la mobilisation ait été impulsée par l'équipe pédagogique. Cela n'est pas vérifiable en l'état actuel de la recherche mais reste une piste parmi d'autre.

¹¹⁹ Entretien avec Pouria Amirshahi. Confirmé dans le travail de Jean Daniel Levy, *Les coordinations, émergence et développement. Étude à partir de mobilisation de la jeunesse scolarisée*, DEA Paris I sous direction d'Isabelle Sommier, 1997.

¹²⁰ Nous devrions dire « directeur d'UFR » et non « doyen de faculté » mais le terme est utilisé dans les médias comme dans les universités qui ont du mal à se faire à ce « nouveau » vocable.

¹²¹ Les étudiants de Rennes, par exemple, mobilisent sur la réforme de l'ALS proposée par Philippe Auberger.

Censier le 01 décembre 1995, entre le service d'ordre de la Gauche Socialiste et de SOS racisme, et les militants de la CNT¹²². L'UNEF-ID voit converger à son encontre l'ensemble des critiques dans des coordinations composées en quasi-intégralité de militants « professionnels » et décide alors de quitter la coordination. Voyant les difficultés de structuration du seul mouvement étudiant, elle choisit alors le rapprochement avec la Conférence des Présidents d'Université pour faire pression sur le ministère. De fait, le départ tardif du mouvement sur Paris couplé avec le développement de la grève des transports donne aux coordinations et aux assemblées générales parisiennes une configuration bien particulière. Dans la réalité, il existe une forte diversité entre Paris et la province (et même entre les villes) qui pose la question de la représentativité des AG car peu d'étudiants sont présents sur les campus, notamment sur Paris. A une question sur le poids de la province dans le mouvement, Pouria Amirshahi¹²³ formule une réponse sans ambiguïté.

« Déterminant parce que la province c'était le pays réel. C'est simple, la province c'était le pays réel, Paris c'était la bulle militante... la bulle de militants professionnels. »¹²⁴

En effet, les assemblées générales d'université votent la grève et envoient ensuite des délégués dans la coordination nationale. Or, que les délégués représentent quelques militants professionnels, comme c'est le cas sur Paris, ou plusieurs milliers d'étudiants, comme c'est le cas sur Toulouse, la représentativité n'est pas là même. Cet aspect nous est confirmé par plusieurs militants.

« Sur Paris, la grève des transports va complètement cisailler l'auto-organisation du mouvement. C'est à dire que les coordinations ne sont plus que des coordinations d'avant-garde. Nous quand on fait des AG à Paris VIII, il n'y a plus d'étudiants à Paris VIII. »¹²⁵ « Moi en 1995, je rentre à la coord et je suis reconnu comme étant représentative. Je suis déléguée de Paris I. Et ben si il y a 40 personnes qui ont voté pour moi, c'est le bout du monde. De quoi c'est représentatif? D'absolument rien! »¹²⁶ « La coordination, ça c'est un souvenir très

¹²² Alexis Corbière nous dit « Après tu as même une coordination qui a lieu à Censier, j'ai oublié la date mais c'est en décembre, où d'un seul coup l'UNEF, après avoir eu un rapport très hésitant, l'UNEF a toute une série de camarades qui sont délégués à la coord. Mais elle sent qu'elle est entrain de perdre le contrôle de la coordination et on voit arriver toute une série de gens qui ont 30-40 ans, qui ont plus rien à voir avec le milieu étudiant, qui sont... c'est même pas la gauche socialiste en vérité, t'as Marc Rozenblatt qu'est là, t'as Malek Bouthi qui est là et tout le service d'ordre de la gauche socialiste qui débarque pendant la coord pour se cogner avec la CNT. » Notons tout de même que des récits contradictoires existent sur cet épisode. Nous avons considéré, après recoupement avec les articles du quotidien *Le Monde*, que cette présentation d'Alexis Corbière paraissait être la plus en phase avec la réalité. Par ailleurs, l'important à retenir de cet épisode est l'extrême tension qu'il pouvait régner dans cette coordination.

¹²³ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

¹²⁴ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

¹²⁵ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

¹²⁶ Entretien avec Carine Seiler le 28/06/2006

net, avait un vrai problème de qui représente quoi, parce qu'on avait des facs comme Toulouse où ils étaient 5 pour Toulouse et Paris 5 par centre universitaire ou par université, donc il y avait un bin's sur ça avec des mouvements, des assemblées générales pas formidables, pas toujours formidables sur certains centres qui envoyaient quand même des délégués, ce qui a rendu très compliqué le début de la coordination. »¹²⁷

Néanmoins, trois autres coordinations vont avoir lieu, le 06 décembre à Censier, le 13 décembre à Tours et le 21 décembre à Bordeaux. Le départ de l'UNEF-ID de la coordination et le développement du mouvement salarié vident les assemblées générales et entraînent une radicalisation et une politisation de la coordination qui s'expriment dans ses mots d'ordre. Des 2 milliards et 6000 postes réclamés le 21 novembre, les revendications de la coordination atteignent progressivement 50 milliards et 25000 postes. Dans l'appel de la coordination de Bordeaux, la dernière, la dimension universitaire des revendications est même très largement écartée et on voit apparaître une demande de « retrait du plan vigipirate » et un souhait « d'allouer réellement 1% du budget de l'Etat à la culture ». Le mouvement a donc perdu peu à peu de son dynamisme au profit de la mobilisation contre le plan Juppé. Par ailleurs, la mobilisation étudiante n'a pas été massive et très peu de cortèges syndicaux étudiants d'importance sont venus grossir les manifestations. En fait, François Bayrou cède à hauteur de 369 millions de francs dès le 05 décembre. Ce montant, accepté par l'UNEF-ID et par la CPU explique en grande partie l'essoufflement rapide du mouvement et les orientations radicales prises par la coordination.

Résumons ici ce qui fait l'aspect atypique du mouvement étudiant de 1995. Premièrement, la revendication est dite « en positif », c'est à dire qu'elle se fait sur la base de propositions chiffrées par rapport à une carence budgétaire généralisée et constatée sur les campus. La nouveauté ici ne réside pas dans le fait que les revendications soient budgétaires¹²⁸ mais plutôt dans le fait que ces revendications éparses suscitent un mouvement national. Le deuxième élément, mais qui est lié, est le fait que ce mouvement à prétention nationale essaie de se structurer par le biais de coordinations. Mais le fait de chercher des accords, dans des coordinations dont la question de la représentativité est posée, entre des groupes militants aux aspirations radicalement différentes, abouti à un échec. Dans un mouvement contre une réforme comme en 1986 ou en 2006 avec le CPE, la question ne pose pas, ou en tout cas en des termes différents. En 1995, l'UNEF-ID cherche à conserver son image d'organisation « responsable » vis à vis des pouvoirs publics et elle ne veut pas continuer à donner du crédit à la surenchère des mots d'ordre dans des coordinations qui lui sont défavorables. En plus de cela, l'aspect non massif de la mobilisation et la diversité des situations budgétaires et militantes dans les universités rend difficile la synthèse. De son côté, l'UNEF-SE investit les coordinations mais ne réussit pas à contenir la « dérive » du mouvement. Troisièmement, le mouvement salarié asphyxie le mouvement étudiant dans

¹²⁷ Entretien avec Laurent Frajerman le 15/06/2005.

¹²⁸ Depuis 86, de nombreux mouvements budgétaires ont eu lieu mais jamais ils n'ont donné lieu à un mouvement national et encore moins à des coordinations. Entretien avec Philippe Campinchi et avec Laurent Frajerman.

sa construction comme dans ses revendications. Néanmoins, parce qu'il a lieu dans la même période, le mouvement salarié, par sa dimension historique et mémorielle, permet au mouvement étudiant de « profiter de son aura ». On peut d'ailleurs émettre l'hypothèse que c'est une des raisons qui fait du mouvement étudiant de 1995 un moment auquel on se réfère, a posteriori, pour un certain nombre de militants¹²⁹.

Nous avons donc vu dans cette première partie que ces deux mouvements ne sont pas comparables. Cela tient à la fois à l'ampleur des mobilisations mais aussi à l'importance respectives accordées par les organisations à celles-ci. De plus, l'intervention des syndicats dans ces mouvements est le résultat de leurs évolutions complexes et conjointes, fruits de crises et d'alternances. Le caractère autonome et singulier de chacune de ces deux mobilisations, comme l'évolution des organisations syndicales conditionnent la manière dont les références sont construites et utilisées. Nous allons tenter de le voir dans la deuxième partie.

¹²⁹ Karel YON par exemple qui arrive dans le milieu étudiant après 1995 considère ce mouvement important.

- ROMAIN VILA -

nécessaire. Celles qui négocient leur présence signifient leur souci d'être reconnues par les confédérations syndicales et, d'une certaine manière, ainsi légitimées »⁴³⁶. Or considérant que le « vieux fond syndicaliste-révolutionnaire (de la CGT) lui vaut de demeurer, longtemps, convaincue que le syndicat suffit à tout (dans le champ social) ou du moins peut y prétendre »⁴³⁷ et que « la CGT développe en conséquence des conceptions intégratrices de la classe ouvrière et de son organisation syndicale, propres à dispenser de l'expression d'identités concurrentes, tenues pour préjudiciables et l'exprime longtemps dans l'ordonnement de ses cortèges »⁴³⁸, aussi convient-il de considérer que la participation de l'UNEF-ID à la manifestation unitaire du 1er mai 1995, pour la première fois depuis sa création, sur invitation de la CGT⁴³⁹, marque ainsi une reconnaissance officielle de la légitimité du syndicat étudiant par la centrale de Montreuil. Cette participation de l'UNEF-ID marque également la volonté pragmatique de cette dernière de repenser ses rapports avec les centrales syndicales dans un contexte d'émergence de la préoccupation de l'unification des deux UNEF:

« L'UNEF-ID a fait le 1er mai 1995 pour la première fois avec la CGT et non pas FO. C'était la première fois que l'UNEF-ID, qui avait changé de majorité, s'affichait avec la CGT en commençant un travail de mobilisation sociale. De plus, il y avait des divergences fortes avec la CFDT qui était « trop signataire », et FO qui avait des positions variables et une taille changeante, d'où le choix de la CGT. De même, durant cette période l'objectif de la réunification de l'UNEF commençait à émerger. Donc l'affichage avec la CGT était aussi une manière de rassurer l'UNEF-SE dans des intersyndicales. En effet, nous avions un désir d'unité du mouvement étudiant pour être crédibles et légitimes face aux syndicats professionnels qui estimaient que les questions d'emploi faisaient partie de leur monopole »⁴⁴⁰.

Moins d'une semaine plus tard, le 7 mai, contre toute attente, Jacques Chirac est élu Président de la République. Les discussions entre les organisations de jeunesse et le CCJ-CGT à propos de l'insertion des jeunes se poursuivent. Durant le mois de juin, l'UNEF-ID sollicite la CGT pour un échange sur les conséquences de la mise en place d'un Conseil national de l'Enseignement supérieur privé. Pierre-Jean Rozet est désigné pour prendre en charge ce dossier, en coopération avec l'UGICT, le Pôle Politique et activités revendicatives et la FERC⁴⁴¹. Le 19 juin, le bureau confédéral

⁴³⁶*Ibid.*, p.403.

⁴³⁷*Ibid.*, p.404.

⁴³⁸*Ibid.*

⁴³⁹Voir en annexe 61 le tract du 1er mai 1995 notamment signé par l'Union Régionale d'Île-de-France CGT (URIF-CGT), l'UNEF-ID, la JOC... A noter qu'étrangement aucun indice ne nous laisse supposer la participation de l'UNEF-SE à cette manifestation unitaire du 1er mai 1995. Des notes manuscrites lors d'une réunion de préparation de la journée du 1er mai tenue le 10 avril 1995 nous laissent au contraire envisager la non-participation de l'UNEF-SE (IHS-CGT côte 28CFD9), cette dernière ayant pourtant été officiellement conviée par un courrier de Louis Viannet, au même titre que la JOC, l'UNEF-ID, la Jeunesse Etudiante Chrétienne et le Mouvement Rural des Jeunes Chrétiens (IHS-CGT côte 28CFD9).

⁴⁴⁰Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

⁴⁴¹Relevé de décisions et propositions de la coordination du bureau confédéral du 12 juin 1995 (IHS-CGT côte

de la CGT charge Pierre-Jean Rozet et Gérard Delahaye, secrétaire général de l'UGICT, de prendre publiquement contact avec la JOC, l'UNEF-SE et l'UNEF-ID à propos de la signature imminente par le patronat et les autres organisations syndicales d'un texte sur l'insertion des jeunes prévoyant notamment un allègement des charges patronales, texte auquel la CGT ainsi que FO refuseront de s'associer⁴⁴². Quelques jours plus tard, le bureau confédéral charge Michelle Commergnat, Pierre-Jean Rozet pour le CCJ et un représentant de l'UGICT de participer à un concert organisé par l'UNEF-SE à l'université de Nanterre au nom de la mise à disposition du service public de la « fac Pasqua »⁴⁴³, université privée fonctionnant sur des fonds publics située à La Défense et créée par le conseil général des Hauts-de-Seine sous le mandat de son président Charles Pasqua. Dans ce contexte d'émergence de « la rébellion des marges (autour de) l'appel des « sans »⁴⁴⁴, suite à la campagne des chaînes d'inscription de septembre 1995, l'UNEF-SE décide de lancer une manifestation, et non le traditionnel rassemblement de la rentrée universitaire. Des étudiants rejoignent rapidement ce mouvement. Le 19 octobre, à la faculté de mathématiques de Toulouse, l'agitation étudiante gagne sur le mot d'ordre de moyens supplémentaires pour l'Université⁴⁴⁵. Cette agitation gagne rapidement les universités de Rouen et de Metz. Une coordination étudiante parisienne se constitue. L'UNEF-ID et l'UNEF-SE sont débordées par l'ampleur de la mobilisation. « l'UNEF-ID monte une coordination *via* les assemblées générales de province dans laquelle elle s'investit »⁴⁴⁶. Pour certains, cette attitude de l'UNEF-ID démontre qu'au même titre que la mobilisation contre la réforme Jospin de 1992, « elle ne pouvait pas contrôler la coordination étudiante parisienne, elle s'en est donc désolidarisée (...) »⁴⁴⁷. A l'inverse, bien que « l'UEC ait des réticences à s'engager dans cette mobilisation (liées au manque de confiance dans) la capacité des étudiants à structurer leur mouvement (...), l'UEC étant brouillée par la vision de SOS-Racisme qui nourrissait notamment la vision de l'UNEF-ID »⁴⁴⁸, la direction de l'UNEF-SE choisit tout de même de « mettre l'UNEF-SE au service du mouvement étudiant »⁴⁴⁹ en maintenant le syndicat dans la coordination étudiante, gagnant par la même « une plus grande marge d'autonomie (vis-à-vis de

28CFD10).

442Procès-verbal de la réunion du bureau confédéral du 19 juin 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

443Procès-verbal de la réunion du bureau confédéral du 26 juin 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

444Crettiez Xavier, Sommier Isabelle (coord.), « La rébellion des marges », *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, pp.323-393. Ces luttes regroupent notamment les sans-emplois (chômeurs, précaires), les sans-logis, les sans-papiers, mais aussi les mobilisations contre les discriminations (Act-Up) et contre le sida ...

445Nous nous inspirons ici de la chronologie du mouvement de novembre-décembre 1995 dans l'ouvrage de Bérout Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute, 1998, pp.207-210. Voir également Leneveu Claude, Vakaloulis Michel (dir.), *Faire mouvement. Novembre-décembre 1995*, Paris, PUF, 1998, 314 p., et Bérout Sophie, Mouriaux René (dir.), *Le souffle de décembre. Le mouvement de décembre 1995: continuités, singularités, portée*, Paris, Syllepse, 1997, 201 p.

446Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

447Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

448Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

449Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

l'UEC) dans la définition de ses orientations »⁴⁵⁰. La FAGE participe également à la coordination étudiante pour la première fois de son histoire, prenant « une position politique entre guillemets (...), avec une réflexion presque syndicale »⁴⁵¹. La coordination étudiante est alors composée de syndicalistes de l'UNEF-SE, mais aussi « des non syndicalistes, et parmi les non syndicalistes il y avait aussi des gens (...) qui n'avaient le fait organisationnel. C'est-à-dire qu'il fallait tout à la fois (...) reconnaître la coordination, et en même temps nous n'allions pas nous dissoudre dans la coordination, nous avions notre vie à part entière dans notre syndicat. Donc nous avons essayé de tenir l'équilibre »⁴⁵². La mobilisation étudiante perdure. Le 23 octobre, Jacqueline Léonard ainsi qu'un représentant de l'UGICT sont délégués par la direction de la CGT pour organiser une rencontre au sujet de la Sécurité sociale à la demande de l'UNEF-ID. Désormais le bureau confédéral prend en considération les rapports de force se jouant dans le mouvement étudiant et indique à cette occasion qu'« il serait nécessaire d'avoir des contacts avec l'UNEF(-SE) et l'UNEF-ID assez rapidement afin de préparer une rencontre plus large de toutes les organisations qui pourraient se rassembler pour une action de plus grande envergure »⁴⁵³. Le 30 octobre, la CGT, la CFDT, FO, la CGC, la CFTC, la FEN, la FSU et l'UNSA signent une déclaration commune, ce qui est une première depuis 1967, sur l'avenir de la Sécurité sociale. Le 5 novembre, après trois semaines de grève à l'université de Rouen et l'entrée dans la grève des universités de Metz, Toulouse et Orléans, François Bayrou, ministre de l'Education nationale, annonce un plan d'urgence pour les universités les plus pauvres. L'UNEF-SE refuse ce plan d'urgence ne satisfaisant pas aux revendications. Le syndicat étudiant entre alors en conflit avec « la direction de l'UEC qui estimait que nous nous marginalisions dans le mouvement (...) et la JC était dubitative »⁴⁵⁴. La mobilisation étudiante ne fléchit pourtant pas. Le 9 novembre, la CGT appelle à « soutenir la manifestation décidée par les syndicats des étudiants et des personnels »⁴⁵⁵, estimant que « La France ne souffre pas de trop d'étudiants, bien au contraire (...). Tous les salariés, tous les citoyens de notre pays sont concernés (...). La réquisition de la fac Pasqua, la création de postes d'enseignants, de chercheurs, la défense et le développement d'une aide sociale étudiante de haut niveau, des budgets pour l'enseignement supérieur et la recherche répondant aux besoins qui s'expriment, sont autant de mesures nécessaires et urgentes »⁴⁵⁶. En parallèle, le 15 novembre, l'Assemblée nationale vote la

450Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

451Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

452Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

453Procès-verbal de la réunion du secrétariat du bureau confédéral de la CGT du 23 octobre 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

454Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

455Voir en annexe 62 la déclaration de la CGT en date du 3 novembre 1995 appelant à participer à la manifestation étudiante et enseignante du 9 novembre 1995.

456Ibid.

confiance au gouvernement Juppé pour son plan de réforme de la Sécurité sociale. Les centrales syndicales appellent à la grève unitaire pour le 24 novembre. A l'initiative de l'UNEF-SE, les étudiants, déjà mobilisés, et les salariés, commençant à leur tour à se mettre en grève - de même que certains intellectuels se mobilisant aux côtés des salariés⁴⁵⁷ - sont alors amenés à se rencontrer dans les assemblées générales:

« En novembre-décembre 1995 nous faisons venir des représentants des salariés dans les amphis étudiants pour qu'ils expliquent pourquoi ils étaient en mobilisation, pourquoi il y avait des convergences à créer entre les étudiants et les salariés, exprimer le fait que toutes les questions liées à la Sécurité sociale concernaient aussi les étudiants. Nous avons organisé ce genre de rencontres pour faire adhérer les étudiants à cette convergence-là (...), à l'idée que nous avons intérêt à nous mobiliser ensemble (...). Ca a quand même été un sacré boulot que de faire se rencontrer les salariés et les étudiants »⁴⁵⁸.

Suite au constat de l'UNEF-SE de l'insuffisance du plan d'urgence, la CGT soutient le mot d'ordre d'un effort budgétaire supplémentaire de la part du ministre de l'Education nationale et appelle à soutenir la journée de mobilisation étudiante prévue pour le 21 novembre en liant à cette occasion, revendications étudiantes et salariées sur la réforme de la Sécurité sociale:

« 2.100.000 étudiants représentent un atout considérable pour assurer le plein développement du pays. Cet atout ne doit pas être sacrifié sur l'autel de la rigueur et de l'austérité des comptes publics (...). Le ministre propose aujourd'hui, avec son plan d'urgence, de débloquer 150 millions de francs sur les quatre ans qui viennent. Cette somme est très loin de répondre aux besoins immédiats de l'enseignement supérieur; les syndicats étudiants et la coordination (...) évaluent à deux milliards de francs les crédits à inscrire d'urgence pour assurer un bon fonctionnement des universités (...). Les ponctions budgétaires sur l'enseignement supérieur, comme les mesures drastiques prises par le gouvernement en matière de protection sociale handicapent lourdement le développement économique et social de notre pays. La CGT partage les exigences du monde universitaire, elle sera présente à la manifestation du 21 novembre. Elle se félicite que d'ores et déjà des organisations étudiantes appellent à manifester le 24 novembre avec les salariés pour la défense de la Sécurité sociale, permettant ainsi de construire un large rassemblement pour imposer

457Pierre Bourdieu prend publiquement position à l'occasion des grèves de novembre-décembre 1995. Ainsi, « les années 1990 verront (...) Pierre Bourdieu adopter une attitude de plus en plus critique à l'égard des dirigeants socialistes, et ce sont les conséquences sociales de leur conversion au libéralisme qu'il entend mettre à jour dans « La misère du monde ». L'ampleur inattendue du mouvement de novembre-décembre 1995 est pour lui le signe que le moment est venu d'adopter une forme d'engagement plus intense et plus visible. Après avoir soutenu les grévistes dans une pétition opposée à celle, soutenant le plan de réforme d'Alain Juppé, initiée par la revue *Esprit*, il est en 1996 à l'origine de « l'appel pour des états généraux du mouvement social ». Sa présence aux côtés des différentes mobilisations – notamment celle des chômeurs de l'hiver 1997 – ne se démentira pas par la suite, et il sera un des maîtres d'œuvres d'une série d'initiatives visant à donner une assise européenne aux mouvements sociaux (...). Il se dote avec l'association Raisons d'agir d'un instrument de constitution de « l'intellectuel collectif » qu'il appelle de ses vœux afin de faire valoir le point de vue des chercheurs et des artistes dans le mouvement de résistance au néo-libéralisme. Raisons d'agir est aussi une maison d'édition dont les livres (...) sont destinés à fournir aux mouvements sociaux des outils issus du travail intellectuel (...) ». Mathieu Lilian, « Pierre Bourdieu », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, pp.497-498.

458Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

*d'autres choix »*⁴⁵⁹.

Une rencontre est organisée au ministère. Une délégation de la coordination étudiante élue s'y rend. Officiellement, l'UNEF-ID n'est pas engagée dans la coordination étudiante, estimant que cette dernière n'est pas légitime. Toutefois, « il se trouve qu'une partie de l'UNEF-ID était restée dans la coordination. Le bureau élu pour rencontrer le ministre était composé pour un tiers de militants de l'UNEF-SE, pour un tiers de militants de l'UNEF-ID, et pour un tiers de non syndiqués »⁴⁶⁰. A l'issue de cette rencontre, aucune décision n'est prise par le ministre, « si ce n'est que le gouvernement allait tout faire pour que tout soit mis en débat »⁴⁶¹. Le 23 novembre le début de la grève totale et reconductible à la SNCF est voté suite à la présentation par la direction de la SNCF et du gouvernement du contrat de plan Etat-SNCF pour les cinq ans à venir. Des contacts étroits ont lieu entre l'UNEF-SE et la CGT, cette dernière étant « extrêmement attentive au mouvement étudiant (...). Il y avait des rencontres, nous les tenions au courant jour après jour de ce qu'il se passait. Je pense que ça a pesé dans leur décision de prendre des initiatives unitaires pour faire exploser la mobilisation sociale (...). L'impact étudiant a eu un effet déclencheur (...), ça a été un détonateur pour eux »⁴⁶². Ces contacts entre l'UNEF-SE et la CGT passent alors essentiellement par l'UGICT et le CCJ, mais aussi par la fédération de l'énergie « parce qu'à l'époque il y avait beaucoup de dirigeants de l'énergie qui étaient des anciens de l'UNEF-SE »⁴⁶³, par la fédération des cheminots, afin de bénéficier de tirages de tracts ou encore de voyages en train gratuits, en dehors de la grève générale votée à la SNCF, grâce à la clémence de contrôleurs syndiqués à la CGT, et notamment un travail avec « Bernard Thibault parce que (la présidente de l'UNEF-SE de l'époque, Marie-Pierre Vieu) à une chance, c'est qu'(elle est) une fille de cheminot CGT, donc il y avait immédiatement une accointance »⁴⁶⁴, et enfin par les Unions Départementales afin de bénéficier d'une aide logistique, notamment dans l'impression de tracts. Puis, au fil du mouvement social, des rencontres ont lieu à la

459 Voir en annexe 63 la déclaration de la CGT du 20 novembre 1995 appelant à la manifestation du 21 novembre 1995 afin d'exiger des moyens supplémentaires pour l'enseignement supérieur.

460 Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

461 Entretien avec Karine Delpas le 20 mai 2008.

462 Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

463 Marie-Pierre Vieu note à ce propos que Frédéric Imbrecht, ancien secrétaire général de la fédération des mines et de l'Energie de la CGT et Olivier Frajon, aujourd'hui responsable de la fédération énergie de la CGT sont tous deux d'anciens militants de l'UNEF-SE. De même, elle affirme à cette occasion: « l'UNEF que j'ai dirigée était domiciliée dans des locaux de la CGT rue Pailleron. C'étaient des locaux de la CGT de l'énergie ». Or Louis Viannet, en son temps directeur de la VO, nous a bien confirmé que ces locaux appartenaient à la *Vie ouvrière*. Ainsi, l'affirmation de Marie-Pierre Vieu est peut-être erronée, même si ceci nous semble peu probable étant donné la récurrence de cette affirmation par plusieurs de nos enquêtés. Aussi, nous émettons l'hypothèse suivant laquelle la fédération de l'énergie est devenu propriétaire ou locataire de ce local qu'elle mettait gratuitement à disposition de l'UNEF-SE. Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

464 Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

confédération en présence de l'UNEF-ID. Le mouvement de salariés prend alors le « relais » de la mobilisation, même si quelques rencontres bilatérales sont maintenues entre la centrale syndicale et les organisations étudiantes:

« Le mouvement étudiant a d'abord démarré sur des revendications étudiantes, stricto sensu. Donc par rapport au mouvement de 1994 nous étions moins dans un front commun que dans un passage de témoin. C'est-à-dire qu'il y a eu un mouvement étudiant qui a commencé, qui a été effectivement très fort en octobre-novembre, et puis en novembre-décembre les principales mobilisations ont été celles du front des salariés par rapport au plan Juppé sur la Sécurité sociale et sur la question des transports. Durant cette période il y avait eu aussi des réunions et des rencontres bilatérales avec les organisations étudiantes, un soutien de la CGT sur les revendications que portait le mouvement étudiant, mais ce n'était pas un front commun par rapport à des revendications qui nous concernaient tous parce que l'essentiel des revendications n'étaient plus sur les conditions d'accès à l'entreprise, les conditions d'accès au monde du travail (...). Donc il y avait une certaine empathie, nous étions plutôt pour les soutenir, mais en même temps nous étions moins directement concernés »⁴⁶⁵.

Au début du mois de décembre, François Bayrou annonce une enveloppe de 2 milliards de francs. L'UNEF-SE sort renforcée de la mobilisation de 1995, sans pourtant parvenir à « capitaliser (...) parce que nous retombions dans un syndicat structurellement minoritaire qui avait grandi lors de la mobilisation de 1992 mais qui n'était pas au diapason de ce qu'il aurait fallu être (...), avec une direction affaiblie et rajeunie »⁴⁶⁶. Concernant l'UNEF-ID, « Le fait que (cette dernière) décide, dans ce mouvement, de quitter la coordination, a eu des conséquences sur la mobilisation en tant que telle et sur la structuration syndicale. Les désaccords issus de ce mouvement ont été à l'origine de la création de SUD-étudiant⁴⁶⁷ et de la recomposition des équilibres entre tendances dans l'UNEF-ID »⁴⁶⁸. Signe de profond renouveau, la CGT sort des mobilisations de 1995 sans avoir cherché à

465Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

466Entretien avec Marie-Pierre Vieu le 22 mai 2008.

467A ce propos, « Le cas de SUD-étudiant est particulier car il n'est pas le fruit de la scission d'une organisation mais de plusieurs, dans la continuité directe d'une mobilisation, celle de l'hiver 1995. A la suite de ce mouvement, un certain nombre de militants syndicaux et politiques issus principalement de l'UNEF-ID, de l'UNEF-SE et, sur le plan politique, des rangs des JCR-LCR et d'organisations libertaires comme Alternative libertaire, décident de créer une nouvelle organisation syndicale. La naissance de SUD-étudiant est donc le fruit de la convergence de plusieurs constats critiques sur l'activité syndicale en milieu étudiant. D'une part l'ensemble de ces militants considère que l'attitude de l'UNEF-ID dans le mouvement étudiant de novembre-décembre 1995 est une cause de rupture. En effet l'UNEF-ID avait décidé de quitter la coordination nationale pendant le mouvement pour privilégier une sortie de crise plus institutionnelle avec la CPU (Conférence des Présidents d'Université). D'autre part, le fait que les militants de l'UNEF-SE proches de la LCR, et organisés dans « l'opposition UNEF », n'aient pas réussi à prendre la majorité au congrès de Toulouse de 1997, a alimenté l'idée de constituer une autre organisation. Ce double constat d'échec quant aux possibilités d'action à mener dans l'UNEF-ID et l'UNEF-SE a motivé la création de SUD-étudiant. Ainsi, après une première réunion nationale en 1996, les premiers syndicats locaux se réunissent dans une fédération en février 1999. Le choix du sigle SUD est aussi une façon de s'inscrire dans la dynamique de Solidaires (et de SUD-Education) en revendiquant l'appartenance à une union syndicale interprofessionnelle. L'implantation et l'activité de SUD-étudiant sont très inégales suivant les campus mais son existence est réelle, notamment dans les temps de mobilisation ». Porte Emmanuel, *art. cit.*, pp.117-118.

468Porte Emmanuel, *art.cit.*, pp.122-123.

« canaliser le mouvement. Chez les cheminots les coordinations ont disparu et les votes lors des assemblées générales quotidiennes occupent une place symbolique dans la mémoire immédiate de l'évènement »⁴⁶⁹. Le 45ème congrès de la CGT tenu du 3 au 8 décembre en pleine mobilisation adopte de nouveaux statuts, confirmant la sortie de la FSM. A cette occasion, un représentant de la coordination étudiante prend la parole à la tribune de ce congrès. Quant au bilan de Louis Viannet, malgré le « syndicalisme rassemblé » prôné depuis déjà quelques années, lors de cette mobilisation, il s'est appliqué à « servir de porte-parole de l'ensemble du mouvement et à assurer un minimum de coordination. En revanche, il n'a pas cherché à esquisser de contre-propositions ou élargir les revendications, (tandis que) les fédérations se sont appliquées à faire vivre la démocratie syndicale, ont consulté leurs adhérents »⁴⁷⁰. Du 14 au 17 décembre 1995, Pierre-Jean Rozet ainsi qu'un militants de l'UGICT et un autre de l'UD du 34 participent au 77ème congrès de l'UNEF-SE de Montpellier⁴⁷¹. A cette occasion, le président de l'UNEF-ID Pouria Amirshahi est lui aussi invité. Il s'y rend alors pour proposer la « maison commune »⁴⁷²:

« C'est paradoxal, parce que c'était un réchauffement officiel de nos relations, alors que pendant le mouvement c'était très tendu. Mais pour (...) l'UNEF-SE ça n'allait plus électoralement, donc cette tension là je la mettais aussi sur le compte de cette queue de comète de l'histoire de la scission de l'UNEF de l'année 1971 (...). Donc j'y suis allé contre l'avis d'une partie de mon équipe, sans avertir personne (...), pour proposer la réunification. Je suis allé à leur congrès, alors que nous sortions du mouvement, donc il y avait un peu de presse. Donc au congrès de l'UNEF-SE on ne parlait que de l'UNEF-ID et de la proposition que j'avais faite, ce qui énervait un peu plus une partie de leurs militants, mais ça c'était un peu voulu, c'était un peu de la tactique de communication (...), au moment le plus important d'un point de vue délibératif (...). Donc depuis ce congrès jusqu'au congrès de réunification, nous ne parlions que de ça »⁴⁷³.

En janvier 1996, tous les étudiants reprennent le chemin des amphithéâtres. L'heure du bilan est arrivée: les Etats Généraux de l'Université sont alors lancés par François Bayrou pour faire le point sur la situation universitaire. Le CCJ-CGT quant à lui note que « le mouvement étudiant a tenu une place importante dans le développement du mouvement social. Des liens, des contacts s'étaient tissés au cours de la lutte contre le CIP entre les étudiants et les syndicats de salariés. Lors des conflits sociaux de novembre et décembre, ces liens se sont renforcés. On a vu, par exemple, des étudiants assister à des assemblées générales de cheminots et inversement »⁴⁷⁴. Il souligne même

469Bérout Sophie, « la CGT » in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle (dir.), *op.cit.*, p.259.

470 Bérout Sophie, Mouriaux René, Vakaloulis Michel, *op.cit.*, p.146.

471Relevé de propositions de la réunion du bureau confédéral de la CGT du 20 novembre 1995 (IHS-CGT côte 28CFD10).

472Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

473Entretien avec Pouria Amirshahi le 30 avril 2008.

474Compte-rendu du bureau national du CCJ-CGT du 8 janvier 1996 (IHS-CGT côte 28CFD2).

l'« accueil extraordinaire »⁴⁷⁵ de la CGT lors de l'intervention de Pierre-Jean Rozet au congrès de l'UNEF-SE. Le 15 février, l'UGICT organise une rencontre « jeunes diplômés » à laquelle le CCJ-CGT entend « suivre avec attention cette rencontre et même contribuer à sa réussite »⁴⁷⁶. De même, du 20 au 24 mars 1996 se tient le XIIème congrès de l'UGICT à Nantes. I. Chapard pour l'UNEF-SE et B. Gaume pour l'UNEF-ID y assistent. A cette occasion, Gérard Delahaye, secrétaire général sortant suite au décès de Maïté Demons, en vertu d'une « pratique extrêmement pragmatique (du syndicalisme) pour l'UGICT »⁴⁷⁷ souligne la nécessité d'« une attitude offensive et d'une présence (de l'UGICT) auprès des étudiants »⁴⁷⁸. De même, ce dernier voit dans le monde de la jeunesse, et en particulier celui des étudiants, une solution parmi d'autres afin de résorber les faiblesses de syndicalisation de la CGT, et en premier lieu celles de l'UGICT:

« L'augmentation massive du nombre de jeunes diplômés dans la dernière décennie est une bonne chose, elle correspond aux besoins de notre pays en salariés hautement qualifiés. Pourtant ces jeunes connaissent aujourd'hui, du fait du chômage et de la non-reconnaissance de leur qualification, une situation de difficultés matérielles, d'angoisse, de peur de l'avenir. Notre travail patient dans leur direction a, depuis le XIème Congrès, permis des avancées significatives: nous avons pu nouer des liens avec les différentes organisations dont se sont dotés les étudiants, ce qui a permis par exemple d'élaborer la charte des stages en entreprises, de la faire vivre au travers d'initiatives menées en commun avec l'UNEF(-SE) et l'UNEF-ID (...). Ces avancées, certes timides par rapport à l'enjeu que représentent pour notre syndicalisme les jeunes diplômés, mais bien réelles, doivent nous inciter à travailler de manière approfondie tous les aspects revendicatifs que rencontrent les jeunes: qu'il s'agisse du déroulement des études, de leur contenu, de leur lien avec l'entreprise, ou de situations plus particulières comme celles des étudiants salariés; qu'il s'agisse de la fin des études, avec la question centrale de l'insertion professionnelle et la reconnaissance de la qualification; qu'il s'agisse à l'entreprise de la stabilité de l'emploi, de la qualification et de sa reconnaissance en termes de salaire, de déroulement de carrière »⁴⁷⁹.

En définitive, Gérard Delahaye insiste sur « les besoins de renouvellement et de renforcement de nos instances de direction, particulièrement pour ce qui concerne le rajeunissement (et) une plus forte présence des femmes »⁴⁸⁰. Dans ce contexte de « souci générationnel de l'UGICT »⁴⁸¹, et suivant le souhait de Maïté Demons avant son décès⁴⁸², Valérie Estournès, 28 ans, anciennement en charge des questions d'insertion professionnelle au bureau national de l'UNEF-ID est élue secrétaire

475Ibid.

476Ibid.

477Entretien avec Pierre Tartakowsky le 28 mars 2008.

478Compte-rendu des travaux du XIIème congrès de Nantes de l'UGICT-CGT tenu du 20 au 24 mars 1996, *supplément Options*, n°311, 17 juin 1996, p.11 (IHS-CGT côte 34CFD3).

479Ibid., p.16.

480Ibid., p.17.

481Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

482Entretien avec Alain Obadia le 24 avril 2008.

nationale de l'UGICT en charge de l'animation et de la coordination de l'activité jeunes diplômés, fonction qu'elle exercera jusqu'en 2001. Philippe Lattaud, ex-militant de l'UNCAL, fait lui aussi son entrée au secrétariat national de l'UGICT. De même est réélue au bureau de l'UGICT Michèle Baracat, ancienne militante de l'UNEF, et au secrétariat Jean-Claude Gagana, lui aussi ancien militant de l'UNEF. Cette entrée de Valérie Estournès à la direction de l'UGICT marque une évolution de rapports de la CGT avec l'UNEF-ID, et surtout une étape supplémentaire franchie par l'UGICT qui démontre ainsi un désir de partenariat. Or cette accession somme toute rapide à la direction de l'UGICT ne fait pas partie de la culture de la CGT, où le militantisme y est d'ordinaire un processus long et progressif, lié à la réalisation de stages de formation syndicale. Par conséquent « ça a été mal vécu par certaines personnes, mais logiquement. Ce n'est pas le fait que Valérie Estournès ait eu des responsabilités à l'UNEF-ID, mais ça ressemblait à une opération. Ça a été mal vécu pour ça »⁴⁸³. Il n'en demeure pas moins que l'occupation de cette responsabilité à la direction de l'UGICT par Valérie Estournès facilite les contacts entre l'UNEF-ID et la CGT dans la mesure où le compagnon de cette dernière, Pouria Amirshahi, n'est autre que le président de l'UNEF-ID, fonction qu'il exerce jusqu'en 1998. De même, *via* le CCJ-CGT, les réseaux de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE sont indirectement amenés à entrer en contact:

*« C'est marrant parce que c'est quasiment le hasard, mais l'UGICT et le CCJ étaient au premier étage de la confédération à l'époque. Et moi j'avais super sympathisé avec Pierre-Jean, puis avec Isabelle Masson qui lui a succédé. Nous avons fait les 400 coups. C'est-à-dire que j'avais été intégrée à l'UGICT, mais c'était dur l'UGICT. Parce que c'était un milieu que je ne connaissais pas, je n'avais pas le décrypteur, la greffe avait du mal à prendre (...). Et donc j'étais dans un milieu qui était assez hostile, avec certaines personnes qui avaient encore une culture stalinienne. Bien sûr il y avait ceux qui m'avaient fait venir. Mais au quotidien c'était dur. Heureusement j'étais au même étage que le CCJ, et en plus j'avais sympathisé avec eux. Et Pierre-Jean était un pur produit de l'appareil, mais il avait une culture chrétienne qui était géniale. J'adorais. Il était sympa. Bref, nous avons sympathisé et je pense que je n'y étais pas pour rien dans le fait que chaque fois que le CCJ prenait une initiative nous invitions l'UNEF-ID. Et puis Pierre-Jean connaissait (...) superbement bien Marie-Pierre Vieu qui était présidente de l'UNEF-SE à l'époque. Ils étaient camarades de parti. Mais je pense que ma présence avait démystifié les relations, je n'étais pas une sociale-traitre (...). Et par ailleurs, comme mon compagnon était président de l'UNEF-ID, voilà, c'est des espèces d'entregents qui à mon avis ont un peu joué »*⁴⁸⁴.

En mars-avril 1996, les élections du CROUS s'annoncent. Dans cette perspective, les relations entre l'UNEF-ID et l'UNEF-SE se distendent. L'UNEF-ID remporte une large victoire, cette tendance étant bientôt confirmée aux élections du CNESER auxquelles l'UNEF-ID obtient quatre élus avec

483Entretien avec Louis Viannet le 19 juin 2008.

484Entretien avec Valérie Estournès le 27 mars 2008.

JEAN DANIEL LEVY

§2. 1995. Un schéma sensiblement identique

Le schéma est sensiblement le même dans l'impulsion d'une mobilisation à caractère national et la mise en place d'une coordination en novembre et décembre 1995. La majorité de l'U.N.E.F.-I.D., comme en 1986, refuse de participer à la mise en place de structures d'auto-organisation. L'U.N.E.F. quant à elle est présente aux différentes étapes mais ne participe pas en tant que telle aux prémises de la coordination.

Sur la base d'entretiens, on remarque que des membres de la majorité nationale ne sont pas très impliqués dans le début de la mobilisation.

Les mobilisations en début d'année sont courantes. Lorsque les étudiants du département de sciences de Rouen refusent, le 9 octobre, de rentrer en cours, il est alors difficile de savoir si cette mobilisation va avoir de l'importance. Peu de personnes le pensent à ce moment là. Le ministre de l'éducation nationale répète d'ailleurs en diverses occasions que la rentrée s'est bien passée⁴⁰.

⁴⁰ Philippe Darriulat quitte, à ce moment là, la tribune cédant la place aux représentants d'universités déjà mobilisées sans que soient présentes pour autant des personnes membres du bureau national de l'U.N.E.F.-I.D.

⁴¹ Par exemple le 19 octobre 1995. Lors de l'inauguration des nouveaux locaux de l'université de sciences de Cergy-Pontoise. Egalement au C.N.E.S.E.R., conseil où le ministre est présent. « *On relaye quand même leurs*

Vu les stratégies gouvernementales, adaptées suite à la mobilisation de 1986, il est difficile pour les militants lors des rentrées universitaires de mener une contestation sur un point autre que le budget. Chaque année, des mouvement débutent, des U.F.R. sont en grève sans que cela débouche pour autant sur une mobilisation d'ensemble.

Le travail effectué à Rouen n'est pas celui des organisations syndicales nationales. Ces dernières sont plutôt présentes parmi les étudiants de droit. C'est une association locale, *Campus Actif*, animée par trois frères, les frères Hebert⁴², qui cherche à mobiliser les étudiants sur leurs conditions d'études. Les étudiants recevront l'appui de l'U.N.E.F.-I.D. en la personne de son président qui est allé porter un message de soutien⁴³. De même, Carine Seiler exposera les revendications des étudiants de Rouen au C.N.E.S.E.R.

Le 10, le doyen Michel Leurest décide de la suspension des cours. Après vote d'une grève reconductible, et diverses « actions » (occupation pacifique du rectorat et éviction musclée dans la nuit du 25 au 26) les étudiants rouennais lancent un appel à une grève nationale pour le 31 octobre. Jacques Chirac, sur France 2, souhaite que la médiation engagée avec les étudiants grévistes de Rouen parvienne à « *un résultat qui permette aux étudiants de Rouen d'étudier convenablement* ». L'envoi d'un médiateur mettra fin, provisoirement, à leur mouvement : ils obtiendront en partie satisfaction et reprendront les cours le 2 novembre⁴⁴.

Parallèlement, des actions sont recensées dans diverses universités : Le 11 octobre, à Nanterre, les étudiants bloquent l'accès à l'université. Le 12, à Rennes, des étudiants

revendications au C.N.E.S.E.R. du 23 octobre si ma mémoire est bonne où Bayrou est là et il nous dit, écoutez Rouen c'est une U.F.R. dans toute la France donc vous êtes gentils, vous n'allez pas en faire tout un pataquès », Entretien Olivier Daronnat (secrétaire général de l'U.N.E.F.-I.D.)

⁴² Un des trois est un anciens militant de la L.C.R. Ils sont souvent en contact avec cette organisation au début de la mobilisation.

⁴³ Pouria Amirshahi est accompagné de Carine Seiler, vice-présidente de l'U.N.E.F.-I.D. et de Raquel Garrido, membre du bureau national et permanente du syndicat. Ces deux personnes sont membres de la majorité nationale de l'U.N.E.F.-I.D.

⁴⁴ En partie parce qu'ils acceptent d'arrêter leur mobilisation suite à une proposition, inférieure à ce qu'ils demandaient, d'un médiateur. La majorité de la majorité de l'U.N.E.F.-I.D. a souvent repris cet exemple pour dénoncer un des aspect de la coordination de 1995 : la confrontation plutôt que la négociation. « *Les coordinations n'avaient rien à voir avec la base. La coordination c'est quelque chose qui est légitime lorsque elle est issue d'assemblées générales et lorsque ceux qui émergent des coordinations nationales aient un mandat des assemblées générales locales. Or là, il y a un certain décalage entre les deux. Ça n'est pas compliqué, j'en donne un seul exemple : la coordination disait qu'il fallait se battre sur une plate-forme non négociable. Mais les facs les plus en mouvement elles ne le suivaient pas ça. Rouen, ils demandaient douze millions, ils en ont neuf ils ont dit d'accord. Ils demandaient deux cents quatre-vingt postes ils en ont eu deux cents vingt, ils ont dit d'accord ; Metz ils demandaient onze millions, ils en ont eu sept, ils ont dit d'accord* », Pouria Amirshahi, président de l'U.N.E.F.-I.D., lors de la table ronde : « Syndicalisme étudiant quelles perspectives ? Pouria Amirshahi, Marie-Pierre Vieu, Jacques Kergoat (président du R.E.S.S.Y.) », Colloque « 50 ans après la Charte de Grenoble : le syndicalisme étudiant, histoire et actualité », 14 avril 1996, Sorbonne, organisé par R.E.S.S.Y. (Recherches, Société et Syndicalisme), l'U.N.E.F. et l'U.N.E.F.-I.D. Retranscription personnelle.

occupent le rectorat en opposition à la réforme de l'A.L.S.⁴⁵. Le 19, début d'un mouvement à Toulouse, le 10 novembre y sera voté une grève illimitée sur le thème : « Rouen a gagné, Toulouse gagnera ! ».

Lors du vote à l'Assemblée Nationale du budget consacré à l'éducation, le 9 novembre 1995, les manifestations routinières⁴⁶ d'étudiants - peu nombreux - dans plusieurs endroits en France ont comme mot d'ordre l'insuffisance des crédits et des postes. Des mouvements de grève débutent dans diverses universités : Metz et Orléans le lendemain, Aix-Marseille et Marne-la-vallée le 11, Perpignan le 14, Paris (Paris 1, 3, 8, 10) le 15, Montpellier le 16.

Toutes ces mobilisations se développent dans un premier temps sur des revendications propres à chaque université, mettent en exergue les différences entre dotations réelles et dotations théoriques. On remarque que toutes les mobilisations ne s'effectuent pas dans un premier temps autour des mêmes thèmes. Les étudiants de Rennes, par exemple, se mobilisent autour de mots d'ordre radicalement différents : la réforme de l'A.L.S.

Parfois, comme en 1990 chez les lycéens, les mots d'ordre évoluent. La mobilisation avait débuté autour de thèmes sécuritaires, suite, notamment, à un viol dans un établissement d'enseignement secondaire de la banlieue lyonnaise. Lors de la construction de la mobilisation nationale, c'est une revendication budgétaire qui s'est trouvée être fédératrice.

Dans les tous premiers temps, les mobilisations dans les universités se font à l'initiative de structures locales d'organisations syndicales ou d'organisations syndicales locales, l'apport du national étant très faible. Les organisations, tendances syndicales ou politiques ne s'impliquent pas énormément dans les processus de mobilisation et d'unification d'un mouvement.

Très rapidement cependant, alors que plusieurs universités commencent à se mobiliser, certaines tendances des organisations syndicales se mettent à « pousser » à la mobilisation et téléphonent aux différentes A.G.E. de province. Certains membres du bureau national se déplacent en province pour aider à la construction de la mobilisation.

On a carrément appelé Brest pour leur dire : « écoutez ça serait bien que demain vous convoquiez une réunion d'information », quoi. Ce qui a été fait et trois cents, quatre cents

⁴⁵ Une allocation logement destinée aux étudiants. En 1993 déjà, une mobilisation étudiante - d'une plus faible ampleur - a réussi à éviter une réforme de cette allocation. Les étudiants de Rennes se mobilisent sur ce mot d'ordre car un amendement a été déposé, par Philippe Auberger, lors du vote du budget visant à limiter les possibilités d'accès à cette aide. Il ne fut pas voté.

⁴⁶ Au sens où l'entend Pierre Favre : « Ces manifestations ont comme première caractéristique d'être seulement l'une des formes d'expression d'un groupe qui dispose d'une représentation permanente et reconnue sous la forme syndicale, partisane ou associative », dans Pierre Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p.36.

personnes [en assemblée générale], un bureau qui est élu de je ne sais pas combien, une dizaine de personnes... neuf ou dix de l'U.N.E.F.-I.D., et puis voilà quoi. C'est surtout Catherine Donnou la présidente d'A.G.E. de l'époque membre du bureau national qui est le porte parole du mouvement à Brest. Et Marie-Anne [Moullec] qui est envoyée à Paris comme déléguée qui vit sa vie dans les bureaux de coords'.⁴⁷

Dans le cas présent, la majorité nationale de l'U.N.E.F.-I.D. ne poussait pas à la mobilisation. Elle ne croyait pas que les conditions d'un mouvement d'ampleur national étaient réunies, les revendications étant essentiellement budgétaires⁴⁸. Empiriquement (à part la mobilisation des lycéens de 1990)⁴⁹, il est vrai que la mobilisation de 1995 est la première à être « *en positif* », en cela il ne s'agit pas d'une réaction à une loi, un projet de loi, un décret... (comme notamment en 1973, 1976, 1983, 1986, 1990, 1992, 1994). Si la mobilisation de 1995 n'apportait pas de projet universitaire ou de réponses autrement exprimées qu'en termes budgétaires, elle se faisait en réaction aux mauvaises conditions d'études, où à celles qui pourraient survenir⁵⁰.

La stratégie des groupes cherchant à développer une mobilisation à caractère national est alors de développer la mobilisation d'abord dans des universités de province, là où la direction nationale a moins « d'emprise », tout en tendant à impliquer la majorité dans le processus de « nationalisation » des revendications.

En tout état de cause, les universités dans lesquelles la majorité est en général bien implantée ne se mobilisent pas beaucoup. L'ensemble des témoignages des étudiants de l'U.N.E.F.-I.D. qui ne faisaient pas partie de la majorité de l'époque concordent sur ce point.

Bon c'est vrai que lui [Pouria Amirshahi] avait entre guillemets « l'inconvénient » de... le constat c'est que dans ses A.G.E. à lui le mouvement était soit pas très important, sur Paris, soit il n'y avait pas beaucoup de personnes, beaucoup de ses camarades qui étaient dans le mouvement comme à Toulouse. Ils y étaient, hein, beaucoup moins mais vraiment objectivement,

⁴⁷ Entretien Olivier Daronnat (secrétaire général de l'U.N.E.F.-I.D., *Reconstruire*)

⁴⁸ Alexis Corbière (vice-président de l'U.N.E.F.-I.D., L.E.A.S.) ne dit pas autre chose quand il explique : « *Parce que ça ne prendra pas, parce que même si ça prend, les moyens comme ça, combien ? comment quantifier ? etc. etc. Parce que c'est vrai qu'historiquement ça ne prend pas dans le milieu étudiant, c'est ça le paradoxe, de novembre-décembre 95, c'est que tout bon militant étudiant ayant un minimum d'expérience, sait que un mouvement sur les moyens très vite ça s'asphyxie. Et novembre-décembre 95 démontre le contraire* » Entretien Alexis Corbière. Ceci est implicitement reconnu par la majorité nationale qui, dans son rapport d'activité écrit : « *Traditionnellement, les problèmes budgétaires ne constituait pas un terrain propice à l'émergence de mobilisations massives* », *Rapport d'activité, 75^{ème} Congrès de l'U.N.E.F. indépendante et Démocratique*, p. 10.

⁴⁹ Bien que le « détonateur » était tout autre. En fin de compte la revendication principale concernait le budget alloué à l'enseignement secondaire. Les lycéens ont obtenu la promesse d'une « rallonge » budgétaire de quatre milliards et demi de Francs.

⁵⁰ Si l'on regarde les premières universités qui se sont mobilisées et surtout les premières filières à se mettre en grève, on observe un changement par rapport aux précédentes mobilisations. En premier lieu ce sont des filières qui ne sont pas les plus défavorisées qui se sont mises en mouvement. Habituellement, ce sont plutôt les étudiants qui connaissent les plus grandes difficultés qui sont les plus prompts à se mobiliser. Le fait que ce soit une U.F.R. de science à Rouen qui ait en premier manifesté son mécontentement est significatif et reflète d'une certaine manière la mobilisation nationale. Un peu comme si certains étudiants avaient « intégré » leurs conditions d'études et que d'autres refusaient d'entrer dans un tel schéma.

*et je pense qu'ils reconnaîtraient, que nous justement à Orléans, à Tours ou à Brest. Donc c'est vrai qu'il y avait un petit décalage entre ce qu'il était dans l'U.N.E.F.-I.D. et ce qu'il était dans le mouvement*⁵¹

Non présents au début de la mobilisation, ils se trouvent rapidement dépassés par les événements, même dans les universités où ils sont bien implantés.

*Arrivent les étudiants de Toulouse [qui] se mettent en grève, là il y a un truc bizarre c'est que à Toulouse, la Ligue y joue un rôle important dans la grève de Toulouse, l'U.N.E.F.-I.D. [est] assez costaud et l'U.N.E.F.-I.D. se fait tailler les croupières quand même à Toulouse. Dans le sens, où ils ne passent pas bien dans les A.G., ils sont un peu frileux, ils ne poussent pas à la généralisation du mouv', et surtout par rapport au débat, « il faudrait peut-être commencer à structurer » parce qu'il y a deux/trois facs comme ça qui commencent à bouger, il faudrait peut-être structurer ce mouvement pour lui donner des perspectives ils se mettent très très en retrait, ils se mettent très très en retrait, l'U.N.E.F.-I.D. Moi j'ai souvenir d'une discussion moi que j'ai avec Pouria où avant la réunion samedi après-midi à Toulouse il y a une réunion qui va lancer la coordination nationale, je passe voir Pouria et je lui dit bon est-ce que vous, vous poussez à ce qu'il y ait une coordination nationale ? on peut ne pas appeler ça coordination nationale d'ailleurs parce qu'à ce moment là c'est vrai qu'à ce moment là le truc est modeste mais il est important de passer à un stade supérieur, qu'on donne une image, qu'on fasse passer le message dans le pays, que les facs mobilisées se rencontrent et donnent une perspective. Et Pouria n'est pas convaincu et il me dit même, « si tu penses que c'est une bonne idée, vous, vous n'avez qu'à le faire. »*⁵²

Du côté de l'U.N.E.F., il n'y a pas eu véritablement de concertations ou de discussions quant à savoir ce qui devait être fait. Il n'y a pas eu de décision prise ou d'impulsion spécifique donnée par le bureau national ou le secrétariat national. Seuls des coups de téléphone ont été donnés en plus grand nombre qu'en temps normal. Mais par contre « *c'est pas comme l'U.N.E.F.-I.D., on n'envoie pas un membre du B.N. à chaque fois qu'il y a [une mobilisation/un événement] ça nous a été reproché...* »⁵³ La libre gestion de la mobilisation a été laissée à chaque A.G.E. Ça n'est que plus tard – lors des réunions sous forme de coordination que l'U.N.E.F. interviendra en tant qu'organisation. Elle envoie un membre du

⁵¹ Entretien Olivier Daronnat (secrétaire général de l'U.N.E.F.-I.D., *Reconstruire*). Confirmé par de nombreux autres entretiens. Pour des raisons que l'on comprendra aisément, nous ne pouvons donner, sur ce point, plus de précisions au lecteur.

⁵² Entretien Alexis Corbière. On peut remarquer la rhétorique utilisée et notamment l'utilisation du « ils » et du « nous ». Alexis Corbière est vice-président de l'U.N.E.F.-I.D. Lorsqu'il parle de cette organisation pendant la mobilisation, il marque une nette distance, et établit une frontière entre le « ils », ce qu'il appelle l'U.N.E.F.-I.D. et qui correspond à la majorité de l'U.N.E.F.-I.D., et le « nous » qui n'est plus une sensibilité de la majorité de l'U.N.E.F.-I.D. mais bel et bien une organisation politique, la L.C.R.

En ce qui concerne les universités de Toulouse (Rangueil et Mirail), les militants de l'U.N.E.F.-I.D. sont dans la majorité, proches de la T.A.S. et, plus encore, issus du groupe I&A et non de la T.S.O.D. [Le groupe I&A a rejoint la T.S.O.D. (les historiques de la gauche socialiste)] et les phénomènes de groupes différents ne sont pas totalement estompés. Les appartenances identitaires importantes font que les relations n'ont pas toujours été très simples au sein de la TAS entre les « historiques » et ceux de « I&A ». Ce sont des militants ayant suivi le même parcours militant (où s'y rattachant) de Pouria Amirshahi qui étaient à Toulouse. La majorité de l'U.N.E.F.-I.D. a des problèmes dès le départ d'implantation dans la mobilisation même dans les universités où elle est d'habitude bien représentée.

⁵³ Entretien Marie-Pierre Vieu (présidente de l'U.N.E.F.)

secrétariat national, Delphine Pucel, à « l'interfac » de Toulouse. Elle n'a pas véritablement de consignes, « on lui avait demandé de voir surtout »⁵⁴ et également de s'assurer que la réunion ne prendrait pas le nom de coordination :

*Nous ce qu'on a pensé à l'époque c'est que l'appel de Toulouse il était un peu précipité d'une part, par rapport à l'état des mobilisations dans les facultés et, d'autre part, on a pensé que c'était pas Toulouse qui allait prendre la place de Paris et que la coordination nationale il fallait qu'elle ait lieu à Paris.*⁵⁵

Karine Delpas, membre du bureau national de l'U.N.E.F. ne s'est pas rendue à cette réunion.

*Mais ça c'était le genre d'initiative, qui était le tout début du mouvement, et où moi j'étais peu présente. Et même les potes de l'U.N.E.F., de manière générale, étaient peu présents. Je crois même qu'ils n'y sont pas allés à l'interfac (...) B'en c'était le Mirail et ouais c'était, je crois que c'était le Mirail qui appelait à l'interfac. (...) Dans l'U.N.E.F. en tout cas c'était une époque où on ne travaillait pas ensemble Le Mirail et Ranguel et où il n'y avait pas de structure de représentation d'A.G. Tout ça donc on ne se parlait pas, tout simplement. Et il a dû y avoir un désaccord là dessus quoi, nous on ne devait pas avoir envie d'une interfac. Parce qu'au début, ça ne devait pas être une interfac, ça devait être une coordination il y avait eu le débat là-dessus.*⁵⁶

Aussi, aucun des deux syndicats n'a été à l'initiative de la coordination. Les majorités de l'U.N.E.F.-I.D. et l'U.N.E.F. accompagnent cette forme de structuration. Du côté de l'U.N.E.F.-I.D., les dirigeants ne sont pas persuadés que la mobilisation va partir, loin de là. Du côté de l'U.N.E.F., la posture adoptée est plutôt attentiste, les membres de la direction ne sont pas véritablement des « acteurs »⁵⁷.

Les directions syndicales ne sont pas à l'origine de la mobilisation, ne proposent pas des formes de structurations – telles qu'une coordination – et observent. Elles n'impliquent pas véritablement leur syndicat dans les débuts de la mobilisation. En 1986, l'U.N.E.F. et l'U.N.E.F.-I.D., de manières différentes, tentent de limiter le mouvement à caractère national. En 1995, si les directions syndicales ne s'opposent pas à la mise en place d'une coordination, elles ne font rien dans les premiers temps pour étendre cette forme de structuration.

⁵⁴ Entretien Marie-Pierre Vieu (présidente de l'U.N.E.F.)

⁵⁵ Entretien Marie-Pierre Vieu (présidente de l'U.N.E.F.)

⁵⁶ Entretien Karine Delpas. L'UNEF n'a pas la volonté d'être présente et d'avoir absolument du poids au début de la mobilisation.

⁵⁷ On remarque une évolution dans « l'esprit » des coordinations en ce sens que les syndicats ont la possibilité de participer aux réunions préparatoires à la mise en place d'une coordination. Une structure censée déborder les syndicats est instaurée avec l'aval de l'un d'entre eux.

REFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT 21/11/95 - Robi MORDER

Le mouvement étudiant est parti de Rouen le 9 octobre, rebondissant à Metz quelques semaines plus tard. Au départ, beaucoup de commentateurs -et de gouvernants- n'y ont vu que la nouvelle édition d'un scénario qui se répète à chaque rentrée. D'ailleurs, le Ministère depuis de nombreuses années se ménage une "réserve" de postes et de rallonges budgétaires pour éteindre les deux ou trois incendies qui s'allument ici ou là quand les effectifs réels dépassent les prévisions. Mais au delà de cette "répétition", le mouvement actuel révèle des aspects nouveaux.

"gouverner c'est prévoir"... et les prévisions ont été démenties

Deboishue - deux jours avant son départ du gouvernement - avouait devant un congrès d'étudiants de la FAGE¹ - que les prévisions pour cette rentrée révéleraient sinon une diminution, du moins une stagnation des effectifs. Les résultats du baccalauréat 95 et les inscriptions ont été à l'inverse de ce qui était prévu. Cette poursuite de l'augmentation des effectifs a mis en évidence non seulement les inégalités entre universités, mais le caractère nettement insuffisant pour toutes -même les "mieux dotées" - des moyens en matériel, locaux et en personnels. Ainsi, la quantité de problèmes accumulés depuis de nombreuses années s'est transformée en problème global, d'autant que la politique de rigueur et de restrictions budgétaires ne permet plus que des marges de manoeuvre limitée au gouvernement.

Les étudiants mettent en oeuvre leur répertoire traditionnel : les deux UNEF, syndicats étudiants relayent les informations diffusées par la presse en posant la question, ce qui a été possible à Rouen, pourquoi ne le serait-ce pas ailleurs en utilisant les mêmes moyens d'action? Tracts, réunions, assemblées générales et manifestations, liens entre universités, appel à des journées nationales d'actions et de manifestation, coordination "inter-facs"...Le mouvement s'étend.

Huit, quinze, dix-sept, jusqu'à une trentaine de villes et d'universités parisiennes ce 21 novembre sont touchées en quelques jours par la mobilisation. Plus de cent cinquante mille jeunes ont manifesté ce jour là dans toute la France.

Mais au delà de ces formes utilisées lors de chaque grand mouvement national, on ne peut que remarquer des aspects inédits.

Des revendications concrètes, chiffrées

- Pour la première fois, un mouvement étudiant massif ne se contente pas de refuser un projet, comme en 1986 contre Devaquet ou en 1994 contre le CIP. Dans ces deux cas, les grèves, manifestations, coordinations organisaient l'action "contre" (et obtenaient -ce qui n'était pas de minces victoires - satisfaction quant au retrait des projets). L'élaboration de revendications alternatives étaient repoussées à plus tard, et de fait ce sont les militants, les organisations qui les discutaient. Or, aujourd'hui, les AG, grèves et manifestations se déroulent au nom de revendications "en positif", chiffrées, université par université et même nationalement. Ainsi, "l'inter-fac" réunie le week-end dernier à chiffré une revendication globale : Deux milliards de francs, six mille postes à créer. Il faut y voir le résultat d'une réflexion et d'une action militante menée depuis plusieurs années tant par les organisations étudiantes que par les syndicats des personnels et des enseignants², ainsi que de leurs élus dans les conseils. C'est ce travail qui porte aujourd'hui ses fruits puisqu'il est repris à son compte par des dizaines de milliers de jeunes et de salariés de l'éducation.

ici et maintenant

- Deuxième différence, c'est que les grévistes veulent obtenir immédiatement des résultats. A la limite, la grève de 1986 contre la sélection ne concernait pas les étudiants déjà inscrits, mais les futurs étudiants. Il s'agissait d'un combat en défense des valeurs et des principes de l'égalité des chances et des droits. Ce qui ressort aujourd'hui des nombreuses discussions, témoignages, c'est la volonté des nouveaux étudiants d'avoir, aujourd'hui, des conditions d'étude et de vie décentes. En 1986, les étudiants pensaient que le diplôme était un rempart contre le chômage. La tentative du CIP a révélé que même avec un diplôme, l'avenir n'était pas sûr. Alors... qu'à défaut d'un avenir assuré, on assure le présent. Cette dimension exigeante, revendicative est extrêmement présente dans les nouvelles couches de jeunes étudiants, issus de milieux populaires³. Alors, le plan de rattrapage des retards en quatre ans, annoncé par Bayrou (mais limité par Juppé déclarant qu'il n'y aura pas de dépenses supplémentaires) cela rassurera peut-être certains Présidents d'Université qui sont là pour longtemps, pas les étudiants qui ne seront plus là quand la situation sera redevenue "normale". Le 21 novembre, un étudiant montrait sa carte d'étudiant : "je l'ai payée 2 000 F, je veux être payé en retour... en matière grise". La revendication n'est ainsi pas uniquement quantitative. Ce qui se manifeste, c'est l'exigence de qualité, et c'est là la qualité de l'exigence d'une augmentation du budget.

la question de la démocratie et de l'unité du mouvement.

On se gaussait de la faiblesse numérique des syndicats étudiants, de leur rivalité qui les minorisait dans les coordinations. C'était en partie vrai en 1986 quand chacun voulait tirer son épingle du jeu en égratignant le "concurrent" au passage. Mais depuis le CIP, de nouvelles habitudes ont été prises. Des contacts fréquents ont eu lieu entre les deux UNEF avec d'ailleurs les syndicats d'enseignants et de salariés qui ont travaillé sur la question de l'emploi et ont

débouché sur une "charte des stages". Et, sans toujours effacer leurs désaccords, l'ensemble des composantes des deux UNEF ont compris - par volonté ou nécessité - que leur crédibilité passait, non par la recherche d'un leadership exclusif, mais par la mise au service de l'ensemble des étudiants en lutte de leur expérience, leurs moyens. Le Ministère se risquera t'il à une aventure qui consistera à engager un "vaste débat" sur l'éducation et l'enseignement supérieur pour éviter de répondre aux problèmes concrets? Il prendrait alors le risque de voir du sein de sa propre majorité revenir des propositions de sélection (comme l'a déjà proposé Sarkozy) qui auraient comme effet garanti de mettre de l'huile sur le feu.

En tous cas la question de la représentation nationale et de rencontres ou négociations avec le gouvernement se posera assez vite. Sans aucun doute, il y aura tentative de "saucissonnage" : entre universités, entre catégories, et même entre courants du mouvement. Face à ce "diviser pour régner", il faudra une tactique adaptée. Si les organisations étudiantes font la démonstration qu'elles peuvent ensemble favoriser l'efficacité, la démocratie et la coordination de la lutte, elles pourront relever le défi que constitue l'existence d'un syndicalisme nouveau et authentique à l'Université. Ce serait une belle leçon qu'on devrait alors entendre par delà même l'enceinte des facultés.

1Fédération des associations générales d'étudiants, organisation héritière des fédérations corporatives de filières et qui ambitionne de regrouper les associations "indépendantes" d'étudiants

2Il est à souligner que la population enseignante s'est rajeunie en même temps que les nouveaux enseignants sont dans des situations précaires, et ont connu comme étudiants les luttes de la dernière décennie.

3La mobilisation des parents d'élèves en soutien aux revendications étudiantes est aussi un phénomène inédit, jusqu'ici courant en primaire et dans le secondaire, il est l'indicateur d'un investissement familial autour des études de leur progéniture.

NOTE AU 4 DECEMBRE 1995

Depuis le 21 novembre dernier, date de la première coordination nationale succédant à l'interfac de Toulouse, la situation a évolué tant dans la mobilisation que dans les revendications du mouvement étudiant, formulées ou implicites.

Deux échéances avaient été prévues par la coordination nationale -qui n'avait élu ni bureau, ni délégation :

- la manifestation du 24 novembre avec les fonctionnaires
- une manifestation nationale le 30 novembre et une nouvelle coordination nationale au soir de la manifestation.

La participation à la manifestation des fonctionnaires du 24 novembre a été bien évidemment différente suivant les villes et les universités. Mais, révélateur du climat social, ni le Ministère, ni même les organisations étudiantes plus "modérées" n'ont dénoncé avec vigueur la "politisation" de la coordination et donc son caractère "non représentatif" en prenant prétexte de cet appel à

jonction avec les salariés du public. Cela est révélateur du lien profond unissant dans les têtes de la majorité des étudiants (même ceux qui ne participent pas aux AG et aux manifs) les questions universitaires à celles de la défense du service public et de l'emploi. En tout cas, la participation fut massive dans beaucoup de villes et nul doute qu'en retour les milliers d'étudiants -parmi les plus actifs- qui ont participé à ces cortèges communs avec les salariés ont nourri à leur retour dans les AG et les commissions l'impregnation des questions sociales dans le mouvement gréviste. L'extension des grèves dans le secteur public en toile de fond.

Le 30 novembre, les manifestations (puisque manif nationale n'a pu avoir lieu vu la grève des transports) ont été encore plus massives que le 21 novembre : 150 000 à 200 000 dans toute la France, dont 20 000 à Paris, au lieu des 100 000. Dans certaines villes, ces manifestations ont soit été communes, soit convergé avec celles d'autres secteurs du monde du travail.

C'est cette toile de fond qui permet d'expliquer la radicalisation de la plate-forme adoptée le 30 Novembre. Le décalage -habituel- entre les bases et les délégués dans une coordination nationale n'est pas si grand que certains peuvent le penser.